

LA FINANCE DURABLE DANS LA RÉGION MENA :

État du
développement,
défis et opportunités



Novembre 2022

Natalia Realpe Carrillo et Alexander Reviakin

Supported by:



In partnership with:



À propos de ce rapport

Ce rapport a été élaboré à l'initiative de la Facilité d'assistance technique (TAF) de SANAD, et la recherche a été menée par HEDERA Sustainable Solutions GmbH.

Géré par Finance in Motion, le TAF de SANAD travaille aux côtés du **Fonds SANAD pour les MPME**, qui collabore étroitement avec les partenaires du fonds pour mener des projets visant à doter les bénéficiaires du fonds des connaissances et des outils nécessaires pour mieux servir et améliorer le potentiel des entrepreneurs au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (MENA). Le TAF développe également les capacités du secteur financier de la région à travers son réseau de bénéficiaires. Alors que la menace de la crise climatique devient de plus en plus évidente dans la région MENA, le TAF de SANAD a aidé ses partenaires à définir leur stratégie vers la durabilité, à répondre aux exigences réglementaires et à conceptualiser le risque climatique.

HEDERA Sustainable Solutions GmbH (HEDERA) développe des solutions numériques pour soutenir les institutions de microfinance et les investisseurs d'impact dans leurs processus de gestion des données d'impact, y compris la collecte, l'analyse, le rapport et le suivi des données.

Référence : Realpe Carrillo, N. et Reviakin, A. (2022) La finance durable dans la région MENA : État de développement, défis et opportunités. Rapport du mécanisme d'assistance technique du Fonds SANAD pour les MPME, 2022.

Contact : natalia@hedera.online et alexander@reviakin.me

REMERCIEMENTS

Ce rapport a été rédigé par Dr Ingénieure Natalia Realpe Carrillo et Alexander Reviakin et a bénéficié des contributions aux études de cas de l'IMF tunisienne Enda Tamweel, de la fondation libanaise Makzoumi, de la fondation nationale de microfinance du Yémen et de la société jordanienne Tamweelcom. Le rapport a été revu par Iveta Tancheva-Nikolova, Kateryna Morton, et Nina Neiss de Finance in Motion. Avec la participation de Alfonso Caiazzo, Angélica Lozano, Dania Obert et Felipe Realpe (HEDERA Sustainable Solutions GmbH). Rapport corrigé par Cecilia Scott. Illustrations de la couverture réalisées par : Artur Monteiro ; conception par Catalina Huertas Mateus.

Contributeurs

Entretiens réalisés avec : Ayman Taboubi (Advans Tunisie), Ala Sahawneh (Ahli Microfinance), Yousuf Alkuraimi (Al Kuraimi Islamic Microfinance Bank), Lara Hassoun (AEP Liban), Ahmed Abdelwahab (Buy&Go), Peter Zetterli et Sabaa Nota (CGAP), Howard Miller (Center for Financial Inclusion), Amine Basly (CFE Tunisie), Youssef Meokuar, Mohammed Khaled et Matthew S. Leonard (IFC), Vartkes Keutelian (Fondation Makhzoumi), Sharaf Alkibsi (National Microfinance Foundation Yemen), Hassan El-Meligy (People Power Inclusion), Rany Saad et Sahar Tieby (SANABEL Network), Heba Hamarsheh (Sharaka -The Palestinian Union for Small and Microinstitutions), Amer Hidmi (Vitas Palestine), Ahmed Baesia (Fonds social pour le développement du Yémen), Abeer Obwah et Ali Ababneh (Tamweelcom Jordan Microfinance Company), et Ali Abutaleb (Réseau de microfinance du Yémen).

Image

Page 23 National Microfinance Foundation Yemen ; page 24 : Tamweelcom Jordan Microfinance Company ; page 30 : Enda Tamweel ; page 32 : Makhzoumi Foundation.

Table des matières

RÉSUMÉ ANALYTIQUE.....	5
INTRODUCTION.....	7
QU'EST-CE QU'UNE APPROCHE DE FINANCE INCLUSIVE VERTE POUR LA FINANCE DURABLE ?	9
LES PRINCIPAUX AXES D'ACTION DE LA FINANCE INCLUSIVE VERTE	9
1. Stratégie environnementale	10
2. Gestion des risques environnementaux et suivi des opportunités	10
3. Offre de produits financiers et de services non financiers durables	11
Outils d'évaluation des performances de la finance inclusive verte	12
Résumé.....	13
ÉVALUATION DE LA FINANCE INCLUSIVE VERTE DANS LA RÉGION MENA.....	14
Le cadre de péénération de la finance verte inclusive	14
Contexte environnemental	15
Exécution	15
Offre	15
Méthodologie de recherche	16
ENVIRONNEMENT FAVORABLE	17
Aperçu.....	17
Règlementations et défis	17
Partenaires	18
EXÉCUTION : STRATÉGIE ENVIRONNEMENTALE ET GESTION DES RISQUES... 19	19
Aperçu.....	19
Stratégie environnementale	19
Gestion des risques environnementaux	21
ÉTUDES DE CAS - STRATÉGIE ENVIRONNEMENTALE ET GESTION DES RISQUES	23
National Microfinance Foundation – Yémen.....	23
Tamweelcom (Jordan Micro Finance Company) - Jordanie	24
OFFRE FINANCIÈRE ET NON FINANCIÈRE VERTE.....	26
Aperçu.....	26
Produits financiers pour les ménages et les entreprises	26
Produits verts pour l'agriculture.....	28
Portée de l'offre financière et non financière verte.....	29
ÉTUDES DE CAS : PRODUITS FINANCIERS VERTS ET SERVICES NON FINANCIERS	30
Enda Tamweel (Tunisie)	30
Fondation Makhzoumi (Liban)	31
CONCLUSIONS	33
PRINCIPAUX RÉSULTATS	33
ACTIONS CLÉS DE SOUTIEN	34
Créer un environnement propice à l'application du soutien aux IMF	34
Exécution de la stratégie environnementale.....	34
Favoriser le développement de produits.....	35
PERSPECTIVES	35

INSTITUTIONS PARTICIPANTES	37
ANNEXE.....	40
Système de notation -- Cadre de pénétration de la microfinance verte	40
Analyse du pays	43
Égypte	44
Jordanie	44
Liban	45
Maroc	45
Territoires palestiniens	46
Syrie	46
Tunisie.....	47
Yémen	47
Enquête	48
Références.....	66

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Le changement climatique a déjà un impact sur le mode de fonctionnement de nos économies et a d'énormes répercussions sur la résilience des entreprises et les moyens de subsistance. La finance verte inclusive est une approche qui reconnaît le lien évident qu'il existe entre les effets du changement climatique et l'inclusion financière. Qu'il s'agisse de crises énergétiques, de phénomènes météorologiques violents, de la pénurie de ressources, de la pollution, de la mauvaise qualité de l'eau ou des problèmes sanitaires, les conséquences du changement climatique sont particulièrement désastreuses pour les populations à faible revenu et pour les micro, petites et moyennes entreprises (MPME). Ceci est particulièrement visible dans la région dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA), où de nombreuses populations vivent dans des zones menacées par la désertification, l'élévation du niveau de la mer et le stress hydrique.

Tous les acteurs de l'écosystème financier de cette région ont un rôle à jouer pour atténuer les effets du changement climatique et concevoir de nouveaux modèles de développement durable. Dans la région MENA, le secteur de la microfinance de par la diversité de ses services financiers, son niveau de pénétration élevé et ses acteurs expérimentés, occupe une position privilégiée pour relever ces défis. En misant sur des stratégies éco-responsables, en œuvrant à l'atténuation des risques climatiques et en proposant des produits et services financiers et non financiers verts, les IMF peuvent donner aux populations les plus vulnérables les moyens pour s'adapter et atténuer les risques climatiques galopants.

C'est dans ce contexte que **HEDERA Sustainable Solutions** (HEDERA) a lancé un projet de recherche sur la finance durable dans la région MENA, financé par la **Facilité d'Assistance Technique de SANAD**, gérée par **Finance in Motion**. Le projet a été lancé avec quatre objectifs : 1) évaluer le niveau de sensibilisation des institutions de microfinance (IMF) au sujet de la finance durable ; 2) évaluer les progrès réalisés par les institutions et des clients dans la mise en œuvre des programmes durables, en identifiant les stratégies environnementales existantes, les pratiques de gestion des risques climatiques et les produits et services financiers et non financiers durables ; 3) déterminer le soutien dont les IMF ont besoin pour développer leurs stratégies environnementales et intégrer la durabilité dans leurs opérations ; et 4) identifier les acteurs locaux et régionaux agissant en faveur d'un environnement favorable à la finance durable.

Pour atteindre ces objectifs, la recherche envisage la finance durable par le prisme d'une « finance verte inclusive », qui met l'accent sur le lien entre la durabilité et la microfinance. La méthodologie utilisée est celle du « Green Inclusive Finance Penetration Framework » (Cadre de pénétration de la finance verte inclusive), développé par HEDERA. La recherche a commencé par une enquête menée auprès des IMF de la région, afin de mieux comprendre le niveau actuel de développement du secteur, les besoins des IMF et le niveau de conformité des IMF aux normes et réglementations locales et internationales. L'enquête a été complétée par des recherches documentaires et une série d'entretiens et a été suivie d'un atelier de trois jours destiné à la sensibilisation au sujet et à la promotion d'une discussion concrète sur les stratégies, les approches et les outils utiles à adopter.

Les résultats de l'étude indiquent qu'il s'agit d'un sujet de grand intérêt pour les IMF de la région. Plus de 40 IMF ont pris part à l'atelier, et toutes les personnes interrogées ont déclaré vouloir recevoir une assistance technique supplémentaire afin d'intégrer une approche de finance inclusive verte dans leurs opérations. Ce rapport donne une vue générale des actions mises en œuvre par les IMF de la région et un aperçu de la pénétration de la finance inclusive verte et, par-delà tout, de la finance durable, dans chaque pays. Les résultats tiennent compte des facteurs externes tels que les risques climatiques, les réglementations et à la gestion des risques et aux offres de produits.

Les résultats montrent que, bien que certains pays ont commencé à développer des politiques, des réglementations et des stratégies gouvernementales autour de la finance durable, la région manque encore sensiblement d'actions de soutien spécifiques destinées à guider les IMF dans le développement et l'intégration des actions durables. En Tunisie, au Maroc et au Yémen, les politiques nationales soutiennent le développement de l'économie verte

et la protection de l'environnement, mais elles ne ciblent pas spécifiquement les besoins du secteur de la finance inclusive. En Jordanie, la Banque centrale développe une stratégie nationale de finance inclusive verte visant à différencier le contexte et les besoins du secteur de la microfinance et à faciliter l'adoption de mesures adaptées aux IMF. Pour atteindre ces objectifs, la recherche envisage la finance durable par le prisme d'une « finance verte inclusive », qui met l'accent sur le lien entre la durabilité et la microfinance. En Égypte, en Tunisie, au Liban et au Maroc, des investisseurs internationaux ont également soutenu les IMF. Jusqu'à présent, il n'existe cependant aucun programme de microfinance durable dans la région.

Les institutions de microfinance établies et matures de la région sont plus avancées que les plus jeunes dans la mise en œuvre d'approches de finance inclusive verte ; elles disposent de moyens plus développés pour développer des stratégies environnementales, pour gérer leurs risques environnementaux et pour proposer des produits financiers et des services non financiers verts. Plus de 70 % d'entre elles estiment que les investisseurs et les consultants peuvent les assister dans le développement leur stratégie environnementale, et près de 40 % connaissent l'un des outils sectoriels de mesure de la performance environnementale. Un tiers des institutions surveillent les vulnérabilités de leurs clients, notamment l'accès limité à l'eau et à l'énergie et les effets du changement climatique tels que les vagues de chaleur, les sécheresses et les feux de forêt.

L'agriculture durable est apparue comme un sujet d'intérêt majeur pour les IMF, car la moitié des IMF interrogées souhaitaient un soutien important de la part de leurs investisseurs et des partenariats afin de promouvoir des pratiques durables dans l'agriculture. La moitié d'entre elles sont également confrontées à des défis liés à la complexité du sujet et au manque d'outils. En particulier, l'accès aux outils et aux techniques permettant d'identifier et de comprendre les besoins des clients en matière de services de base et de pratiques agricoles durables pourrait aider les institutions à développer davantage leur portefeuille agricole.

Les acteurs de la microfinance peuvent jouer un rôle décisif pour stimuler la finance durable dans la région. Des organisations de la coopération internationale au développement ont conçu des programmes permettant aux IMF de fournir des technologies d'énergie renouvelable (ER) aux petits exploitants agricoles et aux ménages à faibles revenus. Les investisseurs à impact ont fourni une assistance technique aux IMF en Jordanie, au Maroc, dans les Territoires palestiniens et en Tunisie pour développer leurs offres vertes. Les réseaux locaux de microfinance œuvrent à soutenir leurs IMF membres et peuvent jouer un rôle majeur pour le partage du savoir-faire, la diffusion des outils et les campagnes de sensibilisation du personnel des IMF. En soutenant les réseaux de microfinance, les investisseurs et les acteurs de la coopération internationale au développement, les fournisseurs d'assistance technique experts peuvent guider les parties prenantes dans le développement de contenus et d'outils et dans l'établissement de partenariats fructueux. En dernier ressort, si les IMF de la région MENA ont souligné l'absence de soutien des gouvernements et des régulateurs, et souhaitent bénéficier de l'aide des investisseurs et des consultants afin de développer leurs stratégies environnementales. La plupart des IMF n'ont pas accès aux connaissances de réglementations ou de programmes gouvernementaux existants centrés sur la durabilité

Sur la base des résultats de l'évaluation et des discussions avec les différentes parties prenantes, quatre recommandations ont été formulées :

- 1) Développement de **programmes de renforcement des capacités** en partenariat avec les réseaux de microfinance locaux et régionaux.
- 2) Diffusion des **outils numériques et gestion des données numériques pour l'évaluation des risques environnementaux**, l'évaluation de la demande de produits durables et le suivi des impacts.
- 3) Développement des **capacités internes** de gestion des risques environnementaux
- 4) Fourniture d'un **soutien aux IMF établies et matures** afin de développer leurs portefeuilles durables.

INTRODUCTION

Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (MENA) sont l'une des régions les plus vulnérables au climat dans le monde. L'élévation du niveau des mers, la dégradation des sols, la désertification et la fréquence accrue des phénomènes météorologiques extrêmes risquent de déstabiliser la région, d'exacerber la pauvreté et de contraindre les populations vulnérables à migrer.

La pénurie d'eau est une préoccupation urgente dans la région, qui a le plus faible taux d'approvisionnement en eau par habitant. Plus de 70 % du produit intérieur brut (PIB) de la région est exposé à un stress hydrique élevé ou très élevé, ce qui est extrême par rapport à la moyenne mondiale qui est de 22 %. Le changement climatique va considérablement exacerber la pénurie d'eau dans la région. Cette situation constituera à son tour une menace majeure pour l'économie en général et le secteur agricole en particulier, qui est l'une des principales sources de revenus des populations rurales les plus pauvres. La Banque mondiale estime que la région MENA connaîtra les plus grandes pertes économiques dues à la pénurie d'eau liée au climat, soit 6 à 14 % du PIB d'ici 2050 [5].

L'énergie propre et l'approvisionnement en électricité sont une autre préoccupation liée au climat dans la région. **Trente pour cent de la population de la région MENA (65 millions de personnes) n'a pas accès à l'électricité**, et plus d'un quart (60 millions de personnes) souffre de pannes prolongées et d'un manque d'approvisionnement en électricité [1]. Dans des pays comme l'Irak et le Liban, les gouvernements ne fournissent de l'électricité que quelques heures par jour, et les lacunes dans l'approvisionnement en électricité sont comblées par des entreprises privées qui gèrent des banques de stockage à alimentation diesel. En outre, en raison de la guerre en Ukraine, les prix de l'électricité, des produits alimentaires, des produits énergétiques et des engrais ont grimpé. Selon le Fonds monétaire international (FMI), l'inflation dans la région MENA était de 14,8 % en 2021, contre une moyenne de 7,3 % entre 2000 et 2018.

Les conséquences du changement climatique sont particulièrement graves pour les communautés et les entreprises à faible revenu, qui sont les plus touchées par les catastrophes liées au climat et la dégradation de l'environnement.

Seuls 52 % des adultes de la région MENA ont accès à un compte bancaire de base. Ce chiffre chute à 45 % chez les femmes¹. Le secteur de la microfinance a connu une croissance remarquable au cours de la dernière décennie et a joué un rôle central dans l'élargissement de l'accès aux services financiers et la réduction des disparités entre les sexes.

Le secteur de la microfinance dans la région MENA se caractérise par la diversité de ses prestataires de services financiers et leurs divers niveaux de développement. Comme ailleurs, les institutions de microfinance (IMF) opèrent comme des ONG, des banques commerciales et d'autres structures. Le secteur est particulièrement bien développé au Maroc, en Jordanie, en Égypte et au Yémen ; l'Égypte est le plus grand marché de microfinance de la région en termes de portefeuille, tandis que le Maroc a le plus grand portefeuille brut de prêts (BPL). Les prestataires de services financiers (PSF) de la région ont augmenté leur taux de pénétration, développé des ressources humaines expérimentées, amélioré les systèmes de risque de crédit et mis en place des infrastructures de soutien, notamment des services de développement commercial, des bureaux de crédit, des agences de notation et des réseaux régionaux et nationaux. Au départ, le secteur était dominé par les ONG et la stratégie des prêts de groupe, mais ces dernières années, de nombreuses IMF sont devenues plus commerciales et ont commencé à diversifier leurs services et produits pour répondre aux besoins de leurs clients. Elles proposent désormais des produits de prêt supplémentaires tels que des prêts à la consommation, des prêts au logement, des prêts à l'éducation, des prêts saisonniers, des prêts verts et des prêts islamiques. En outre, l'introduction de cadres juridiques et réglementaires favorables a renforcé les institutions dans certains pays. Par exemple, la plupart des IMF de la région ne peuvent pas proposer de services d'épargne, mais des changements dans le cadre réglementaire en Syrie et au Yémen ont permis aux institutions financières supervisées par la Banque centrale de le faire.

La finance inclusive verte a été pensée comme une approche de la finance durable en reconnaissance des liens entre l'inclusion financière et la durabilité et du potentiel des PSF à s'attaquer aux risques posés par le changement climatique à leurs clients. Il s'agit donc d'une approche utile dont l'application permet d'évaluer l'état de la finance durable dans la région MENA. La finance inclusive verte est définie comme l'ensemble des services et pratiques mis en œuvre par les institutions de microfinance qui

¹ Données de Global Findex 2021.

poursuivent un objectif environnemental, visent à réduire la vulnérabilité climatique des clients finaux, et/ou favorisent un accès durable aux services de base ou la mise en œuvre de pratiques agricoles durables. Elle implique diverses actions : l'intégration d'une stratégie environnementale, l'identification et la gestion des risques et opportunités environnementaux au niveau des clients et des institutions, et l'offre de produits financiers et de services non financiers durables aux clients.

Vue d'ensemble et objectifs

Ce rapport est le résultat d'un projet de recherche initié par la Facilité d'assistance technique de SANAD et réalisé par HEDERA Sustainable Solutions (HEDERA) afin d'évaluer l'état de la finance durable dans la région MENA en utilisant une approche de finance inclusive verte, et pour forger des stratégies futures.

Les objectifs de cette évaluation sont les suivants :

- Évaluer le niveau de compréhension de la finance durable parmi les IMF de la région MENA et sensibiliser aux impacts négatifs du changement climatique sur la résilience des entreprises, tant pour les institutions que pour les clients finaux.
- Identifier les stratégies environnementales existantes des IMF, les pratiques de gestion des risques climatiques, et l'offre actuelle de produits financiers et de services non financiers durables.
- Déterminer le soutien dont les IMF ont besoin pour développer leurs stratégies environnementales et intégrer une approche de la finance verte inclusive dans leurs opérations.
- Identifier les acteurs locaux et régionaux qui peuvent créer un environnement favorable pour faire avancer la finance durable parmi les IMF.

QU'EST-CE QU'UNE APPROCHE DE FINANCE INCLUSIVE VERTE POUR LA FINANCE DURABLE ?

Les PSF, et en particulier les IMF, ont démontré leur capacité à renforcer la résilience et à créer des opportunités économiques pour les ménages et les entreprises exclus ou mal desservis par le secteur bancaire formel. La finance inclusive verte se situe à la jonction entre l'inclusion financière et la durabilité. Il s'agit d'un cadre qui cherche à démontrer comment les services financiers peuvent contribuer à soutenir les personnes, les communautés et les entreprises à faibles revenus à réduire la vulnérabilité liée au climat et à passer à des moyens de subsistance plus durables, et, dans le même temps, comment les PSF peuvent mettre en œuvre des actions au niveau institutionnel pour rendre leurs opérations plus durables et donner la priorité à la protection de l'environnement.

Les approches de la finance inclusive verte peuvent être intégrées dans les opérations des PSF afin d'accroître la résilience des populations vulnérables au changement climatique, d'atténuer les impacts environnementaux négatifs au niveau des institutions et des clients, et de garantir la durabilité globale. Au niveau des clients, cela implique la fourniture de produits financiers et de services non financiers durables, ou « verts », qui devraient aller au-delà de l'énergie propre et de l'efficacité énergétique et couvrir l'agriculture durable, l'eau potable et l'assainissement, les bâtiments, produits et matériaux écologiques, l'économie circulaire, l'amélioration de la gestion des déchets et les transports propres. Au niveau des institutions, les PSF peuvent élaborer une stratégie environnementale et intégrer des pratiques de gestion des risques climatiques, parallèlement à des programmes de formation et de renforcement des capacités, afin de favoriser la durabilité dans tous les services et d'en faire un principe fondamental de l'institution. Il s'agit donc d'un cadre et d'un guide puissants grâce auxquels les IMF peuvent mettre en œuvre la durabilité à tous les niveaux.

LES PRINCIPAUX AXES D'ACTION DE LA FINANCE INCLUSIVE VERTE

Suivant le cadre de référence de l'Indice Vert, un outil d'évaluation de la performance environnementale développé par le groupe d'action Green Inclusive and Climate Smart de la Plateforme Européenne de Microfinance [3], les institutions disposent d'une série d'axes qu'elles peuvent suivre pour s'engager, gérer et favoriser la protection de l'environnement au niveau de l'institution et du client : 1. le développement et la mise en œuvre d'une stratégie environnementale institutionnelle ; 2. l'identification et la gestion des risques et opportunités environnementaux ; et 3. le développement d'une offre de produits et services financiers et non financiers verts.

Le Centre pour l'inclusion financière (CFI) a récemment développé un cadre pour évaluer la finance inclusive verte du point de vue de l'offre [4], par exemple comment la finance inclusive peut aider les populations à faibles revenus à se préparer et à faire face au changement climatique tout en améliorant les résultats verts. Le cadre consiste en la définition de quatre voies d'impact que les institutions financières peuvent aider leurs clients finaux à suivre, à savoir l'atténuation (investissements dans des technologies plus propres pour améliorer les conditions environnementales locales pour les ménages et les communautés), l'adaptation (mesures pour faire face au changement climatique, que ce soit dans les zones rurales ou urbaines), la résilience (la capacité de réduire la vulnérabilité des clients aux événements liés au climat et d'améliorer leur capacité à y répondre), et la transition.

Compte tenu des objectifs de la recherche, à savoir évaluer le niveau de compréhension des IMF de la région MENA en matière de finance durable et identifier leurs pratiques institutionnelles existantes et le soutien dont elles ont besoin, cette étude utilise le cadre de l'indice vert 3.0 (IG3.0) pour son analyse. L'indice vert a été choisi parce qu'il permet d'examiner en détail le niveau d'engagement de l'institution et les moyens d'intégrer une approche de finance inclusive verte au sein de l'institution. Un aperçu des axes d'action GI3.0 de la finance verte inclusive, qui intègre la dimension 7 de l'USSEPM, est présenté ci-dessous.

1. Stratégie environnementale

Définir l'engagement Les PSF peuvent définir leur engagement envers la finance verte inclusive en développant une vision, en établissant des indicateurs clés de performance (ICP) à atteindre dans une période spécifique, et en assignant des responsabilités claires et un budget pour atteindre les objectifs de l'institution. Les institutions peuvent développer une stratégie documentée pour préciser leurs objectifs afin de réduire les vulnérabilités et les impacts environnementaux négatifs des clients ou du portefeuille, de promouvoir la résilience ou les impacts environnementaux positifs, ou de promouvoir l'adoption de pratiques et de technologies vertes, en répondant aux besoins et aux demandes de leurs clients.

Fixer des objectifs En définissant des objectifs et en incluant des cibles, des actions et des ressources quantifiables (avec des responsabilités définies et une stratégie de renforcement des capacités), l'institution peut suivre les progrès, les processus et les réalisations et rendre compte en interne des performances et de l'exécution de la stratégie. Le respect des réglementations locales, le suivi des performances à l'aide d'indicateurs standard et l'objectif d'améliorer les mesures peuvent également faire partie de la stratégie environnementale de l'institution. Les institutions peuvent également établir des partenariats pour soutenir la réalisation de leur stratégie environnementale.

Mise en œuvre des normes Pour suivre les progrès accomplis, les PSF peuvent choisir d'opérer conformément aux initiatives non obligatoires du secteur (par exemple, l'indice vert 3.0, la dimension 7 des normes universelles de gestion des performances sociales et environnementales, l'outil CERISE ALINUS ou les évaluations des performances environnementales, sociales et de gouvernance (ESG)), les normes et réglementations internationales relatives à la divulgation et à la gestion des impacts environnementaux négatifs au niveau institutionnel (par exemple, le Règlement européen sur la publication d'informations de durabilité dans le secteur des services financiers), Règlement de l'Union européenne sur la divulgation des informations relatives au financement durable (EU SFDR), normes d'impact de l'OCDE et du PNUD pour le financement du développement durable, certificat d'impact B ou indicateurs IRIS+), ou rapports sur les risques liés au climat et à la durabilité environnementale (par exemple, Groupe de travail sur la publication d'informations financières relatives au climat ou Réseau des banques centrales et des autorités de surveillance pour le verdissement du système financier).

Il est important de rendre compte régulièrement de la performance environnementale pour suivre les progrès d'une institution et motiver le personnel à travailler à la réalisation des objectifs de la finance inclusive verte. Les institutions peuvent rendre compte en interne au conseil d'administration, présenter les réalisations aux employés, et/ou partager les réalisations de leur stratégie environnementale avec des acteurs externes et le grand public. Les institutions peuvent également faire état de leurs réalisations dans des rapports annuels publics.

2. Gestion des risques environnementaux et suivi des opportunités

Identifier les risques environnementaux Comprendre et quantifier les risques et les vulnérabilités des clients finaux est une priorité essentielle pour les institutions au service des communautés à faibles revenus. Les risques climatiques peuvent devenir financiers lorsque la production des MPME est exposée et vulnérable ou que l'infrastructure pour le développement des entreprises est gravement affectée. Les institutions peuvent identifier ses propres vulnérabilités, celles des clients ou du portefeuille au changement climatique, aux événements météorologiques extrêmes, à la dégradation de l'environnement, à la perte de biodiversité, à la pauvreté énergétique, à l'accès limité à l'eau et à l'assainissement, à la mauvaise gestion des déchets, aux transports polluants, aux maladies dues au mauvais stockage des produits chimiques ou à la pollution intérieure, et à la mauvaise gestion des terres et des sols.

En plus d'identifier les risques liés aux clients, les institutions peuvent identifier les impacts environnementaux négatifs causés par les activités des clients, tels que les émissions de gaz à effet de serre, la pollution de l'air, de l'eau et du sol, la déforestation, la dégradation des sols, la production de déchets et la surexploitation des ressources naturelles. Au niveau de l'institution, le PSF peut évaluer les effets de ses propres activités, comme les émissions de gaz à effet de serre, les déchets produits, la consommation d'énergie, d'eau, de papier, de carton, de plastique, de verre, de métal et de carburant.

Gérer les risques environnementaux Tous les processus d'identification mentionnés ci-dessus peuvent être menés en interne par l'institution ou en partenariat avec des experts et des prestataires techniques ou technologiques. Les institutions peuvent former leurs responsables des prêts et leur personnel administratif à l'évaluation des risques environnementaux afin d'identifier les vulnérabilités et les effets négatifs sur l'environnement, que ce soit au niveau du client ou de l'institution. Une fois identifiés, les PSF peuvent les intégrer dans leurs politiques de gestion des risques financiers, en classant les risques, en définissant des procédures de gestion du risque pour chaque catégorie et, grâce à des mécanismes établis (par exemple, des campagnes de renforcement des capacités, la technologie, la gestion des données, etc.

Ceux-ci peuvent ensuite devenir des points d'action clairs à traiter au niveau de l'institution et du client. Les institutions peuvent identifier des pratiques durables ou des technologies propres qui améliorent l'accès à une énergie, une eau et un assainissement abordables, fiables et propres, augmentent la productivité ou réduisent les impacts et les vulnérabilités. Pour leur gestion des risques, les institutions peuvent mettre en place un plan d'urgence pour atténuer les risques climatiques sur leurs propriétés et leurs ressources humaines, acheter des crédits carbone certifiés, sensibiliser le personnel aux vulnérabilités et aux impacts négatifs, et former le personnel aux bonnes pratiques.

Exploiter les opportunités Les PSF peuvent mener des études de marché ciblées pour identifier la demande et les besoins de leurs clients en matière de produits financiers pour les pratiques et/ou technologies vertes et de services non financiers, tels que la sensibilisation à la protection de l'environnement, la formation et l'assistance technique. Les PSF peuvent aider les clients à identifier les fournisseurs locaux de pratiques et de technologies durables ou de formations et à évaluer leurs coûts et leur retour sur investissement, ainsi que la qualité des technologies, les incitations du marché local et de la réglementation, l'assistance technique et une cartographie plus poussée des menaces, des segments de marché et des aspects connexes.

En mettant en place des processus centrés sur le client, les institutions peuvent sélectionner et proposer des produits et services financiers ou non financiers spécifiques pour répondre aux besoins des clients. Les institutions peuvent également évaluer leurs possibilités de développer et de mettre en œuvre une stratégie environnementale, un système de gestion des risques écologiques et climatiques, ainsi que des produits et services verts, sur la base des données acquises. En fonction des priorités de l'institution, l'exploitation des opportunités de finance inclusive verte peut consister à attirer de nouveaux clients, à diversifier les portefeuilles, à obtenir des subventions, à s'aligner sur les tendances existantes dans la région ou le pays d'opération, et/ou à encourager l'innovation. L'utilisation d'outils et de données est essentielle dans ces procédures, qui, à leur tour, peuvent générer des opportunités économiques pour renforcer la résilience climatique et la protection de l'environnement et diminuer le risque du portefeuille.

3. Offre de produits financiers et de services non financiers durables

Financement de technologies propres et de pratiques durables Les institutions peuvent proposer des produits pour financer l'achat de systèmes d'énergie renouvelable² et de technologies à haut rendement énergétique³, de produits d'eau, d'assainissement et d'hygiène⁴, de pratiques agricoles durables, d'activités de gestion des déchets⁵ et de transports propres⁶, par le biais de produits de prêt dédiés ou non, de solutions de paiement au fur et à mesure et de services de crédit-bail. Outre les prêts, les institutions peuvent proposer des services d'épargne pour renforcer la résilience climatique, des transferts de fonds pour l'agriculture durable, des produits verts, des assurances climatiques et des prêts d'urgence.

² Systèmes solaires domestiques, pompes à eau solaires, kits pico photovoltaïques (PV), lampes solaires, cuisinières solaires, déshydrateurs solaires, séchoirs solaires pour cultures, hydroponie solaire, etc.

³ Poches à biomasse, climatiseurs et réfrigérateurs efficaces, isolation thermique des logements, cuisinières améliorées, biodigesteurs, éclairage à diodes électroluminescentes (LED).

⁴ Filtres à eau propre, systèmes de dessalement, réservoirs de stockage de l'eau, raccordements aux réseaux d'eau courante, désinfection solaire de l'eau, toilettes privées améliorées, toilettes à compostage, appareils sanitaires à faible débit, pompes à eau potable, etc.

⁵ Recyclage, collecte de matériaux usagés pour le recyclage, revente de produits, réduction du gaspillage alimentaire, etc.

⁶ Véhicules électriques ou hybrides

Offrir des avantages pour les produits dédiés Les prêts destinés à financer des pratiques et des technologies durables peuvent avoir des caractéristiques uniques. Les institutions peuvent adapter les limites du prêt aux investissements nécessaires, établir des conditions qui garantissent la récupération de l'investissement, concevoir un calendrier de remboursement qui s'aligne sur le flux de trésorerie que les clients obtiendront avec la nouvelle technologie ou pratique, réduire le taux d'intérêt, avoir des garanties de risque de crédit, lier des services d'assurance aux prêts, ou offrir une assistance technique ou une formation. En outre, les institutions peuvent soutenir le développement des capacités spécifiques du personnel et des clients afin de les sensibiliser aux pratiques ou aux technologies, par exemple en organisant régulièrement des sessions de renforcement des capacités, en établissant des partenariats avec des experts locaux, des fournisseurs, des organisations civiles, des acteurs de la coopération internationale au développement et des prestataires d'assistance technique pour le transfert de savoir-faire, et en assurant l'engagement des consommateurs.

Produits verts non dédiés et financement indirect des pratiques durables L'offre des PSF pour financer les technologies vertes et les pratiques durables ne se limite pas à des produits entièrement dédiés avec des caractéristiques et des conditions spécifiques pour les clients. Par le biais de produits non dédiés tels que les fonds de roulement, le financement d'actifs et les prêts pour l'amélioration de l'habitat ou l'agriculture, les institutions peuvent également financer des technologies vertes et des pratiques durables ; par exemple, les PSF peuvent financer des fonds pour la mise en œuvre de solutions basées sur les écosystèmes (par exemple, l'apiculture, les serres, etc.), l'acquisition de technologies d'énergie propre pour l'activité génératrice de revenus du client (par exemple, des incubateurs d'œufs ou des pompes à eau solaires), ou des appareils ou installations à haut rendement énergétique pour l'amélioration de l'habitat dans le cadre d'un prêt logement (par exemple, des toilettes à économie d'eau, un éclairage LED, l'isolation de la maison, etc.) En suivant l'objectif final du prêt décaissé les institutions peuvent analyser la demande et évaluer la viabilité de la mise en œuvre d'un produit dédié, de la sensibilisation, de la promotion de la protection de l'environnement et de la mise en œuvre de la stratégie environnementale de l'institution.

Valider la viabilité de l'institution Pour suivre la réalisation de leurs objectifs environnementaux, les institutions peuvent contrôler l'octroi et le décaissement des prêts verts. Les PSF peuvent appliquer des procédures spécifiques et mettre en œuvre des outils pour faciliter le décaissement des prêts, notamment une documentation technique précisant le retour sur investissement, l'analyse de la rentabilité, les possibilités de génération de flux de revenus et les avantages des systèmes en termes d'amélioration de la résilience, des supports marketing dédiés et des canaux de communication pour le service client. Ces indicateurs permettent de vérifier et de suivre l'investissement réalisé par le client, en utilisant des mesures ou des critères environnementaux ou un logiciel spécialisé pour mettre en œuvre ou suivre une pratique agricole/un système énergétique durable.

Offrir des services non financiers Générer une demande et sensibiliser à la pertinence de la protection de l'environnement est fondamental pour les institutions ayant une stratégie environnementale. Les institutions peuvent sensibiliser à un large éventail de sujets, tels que les vulnérabilités des clients, les stratégies d'atténuation, les impacts environnementaux négatifs et la manière de les réduire, ainsi que les opportunités économiques et les avantages sociaux des pratiques et technologies vertes. Le matériel de formation peut être dispensé en personne, par le biais de la formation à distance des clients, ou par le biais de sessions et d'événements conjoints pour le personnel et les clients. Des études de cas, des jeux, du matériel promotionnel, des fiches techniques, des activités pratiques, des démonstrations technologiques et un apprentissage par les pairs par le biais de visites sur le terrain peuvent être proposés au personnel institutionnel afin de développer leurs capacités à fournir une formation et/ou une assistance technique aux clients.

Outils d'évaluation des performances de la finance inclusive verte

Les axes d'action susmentionnés sont ceux où des outils spécifiques d'évaluation de la performance environnementale peuvent guider les IMF à développer leur finance inclusive verte. Ces outils ont plusieurs approches et avec des perspectives et des objectifs différents, comme la diligence raisonnable, la notation ESG et l'évaluation de l'impact.

Lancé en 2022, l'Indice Vert 3.0 est un outil développé par l'e-MFP GICSF-AG pour aider les IMF à effectuer une analyse approfondie de leur performance en matière de finance inclusive verte selon un ensemble complet d'indicateurs qualitatifs et quantitatifs (résultats), afin d'identifier les lacunes, de définir les priorités et un plan d'action pour l'amélioration, et de recevoir une formation sur les actions, les processus, les produits et les outils qui pourraient être mis en œuvre dans la finance inclusive verte pour améliorer leur performance.

L'outil SPI4 est un outil d'audit de performance sociale développé par l'ONG française CERISE qui vise à aider les institutions financières à réaliser leur mission sociale. Il aide les institutions de microfinance à évaluer leur niveau de mise en œuvre des normes universelles de gestion des performances sociales (USSPM). Depuis 2014, l'outil SPI4 offre la possibilité d'évaluer la performance environnementale des IMF, en intégrant les indicateurs qualitatifs de l'Indice vert 1.0 et, depuis 2016, de l'Indice vert 2.0.

En 2022, CERISE+SPTF a lancé une mise à jour de l'USSPM avec l'intégration d'une nouvelle dimension obligatoire, la gestion de la performance environnementale, ce qui en fait les normes universelles de gestion de la performance sociale et environnementale (USSEPM). La dimension 7 de l'USSEPM de Cerise+SPTF et l'Indice vert 3.0 de l'e-MFP GICSF-AG ont des contenus entièrement complémentaires au niveau conceptuel en ce qui concerne les normes et les pratiques essentielles. L'Indice Vert 3.0 fournit une analyse approfondie et aide à établir un plan d'action détaillé d'amélioration de la finance inclusive verte. La dimension 7, co-développée par Cerise+SPTF et l'e-MFP GICSF-AG, aide à établir un plan d'action d'amélioration détaillé dans le cadre des normes universelles.

L'outil Alinus est l'acronyme de « ALIGNING INvestors due-diligence and reporting with the Universal Standards » (Aligner les due-diligence et le suivi des Investisseurs avec les Standards Universels). Le SPI4-Alinus est un sous-ensemble d'indicateurs CERISE-SPI4 qui permet aux investisseurs en finance inclusive conduire leur due-diligence auprès des PSF. En 2021, un groupe d'investisseurs a collaboré avec le GICSF-AG et CERISE+SPTF pour intégrer un sous-ensemble d'indicateurs de la Dimension 7 de l'USSEPM et de l'Indice Vert 3.0 dans l'outil Alinus.

D'autres outils tels que les outils de notation ESG peuvent aider les institutions à évaluer leurs performances et engagements environnementaux. Les investisseurs tels qu'Innpulse, FMO, Agents for Impact, Triple Jump et Invest in Visions disposent de leurs propres outils de diligence raisonnable et d'évaluation de la performance environnementale de l'institution, parallèlement à leur évaluation financière, sociale et de gouvernance.

Résumé

Les axes d'action de la finance inclusive verte impliquent différents niveaux d'engagement et de prise de conscience de la part des institutions pour mettre en œuvre des actions au niveau des institutions et des clients. Les motivations et les incitations à poursuivre la finance inclusive verte dépendront des priorités de l'institution, des conditions de marché, des risques et de l'environnement spécifique dans lequel l'institution opère. Parallèlement à ces axes d'action, les outils d'évaluation de la performance environnementale évaluent les actions menées par les institutions, mais pas l'environnement, les défis et l'écosystème qui entourent l'institution.

Compte tenu de la diversité des contextes sociaux et financiers, des vulnérabilités climatiques et des questions de sécurité énergétique dans la région MENA, un cadre plus large est nécessaire pour évaluer le niveau de développement des IMF de la région MENA dans le secteur de la finance inclusive verte. La section suivante présente la méthodologie utilisée pour l'évaluation, ainsi que les dimensions de l'évaluation qui évaluent l'environnement dans lequel les institutions opèrent et les axes d'action de la finance inclusive verte.

ÉVALUATION DE LA FINANCE INCLUSIVE VERTE DANS LA RÉGION MENA

Afin d'évaluer l'état de la finance inclusive verte dans la région MENA, il est important d'analyser non seulement les progrès des institutions selon les axes d'action, mais aussi leur écosystème opérationnel et leur environnement réglementaire. Pour son analyse, cette évaluation a utilisé la méthode de pénétration de la finance inclusive verte, réalisée au moyen d'une recherche documentaire, d'une enquête auprès des IMF, des entretiens qualitatifs et un atelier de trois jours.

Le cadre de pénétration de la finance verte inclusive

Le cadre de pénétration de la finance verte inclusive est une approche développée par HEDERA pour évaluer les moteurs de la finance inclusive verte et les actions mises en œuvre par les PSF.

Le cadre se concentre sur trois dimensions :

- L'environnement spécifique : réglementations, programmes et partenaires.
- Exécution : stratégie environnementale et gestion des risques
- Offres : produits financiers et services non financiers.

Chaque dimension est évaluée à l'aide de questions spécifiques dans une enquête auprès des IMF. Les réponses sont ensuite évaluées dans des indicateurs consolidés et notés entre 0 et 100.

Pour chaque indicateur, les scores sont normalisés dans l'échantillon considéré, de sorte que la plage est de 0 à 100. La moyenne des scores normalisés des indicateurs est calculée afin d'obtenir le score de chaque dimension (entre 0 et 100). Ces scores sont pondérés de manière égale afin de fournir une évaluation finale de la pénétration de la finance inclusive verte du groupe cible. Le système de notation détaillé est fourni en annexe.

Environnement propice Dans quelle mesure le contexte dans lequel opère l'IMF est-il vital pour le développement de la finance verte ?			Défis
			Réglementations
			Partenaires
AUCUN	FAIBLE	MOYEN	ÉLEVÉ
Exécution Stratégie environnementale et gestion des risques Dans quelle mesure les IMF mettent-elles en œuvre leur politique environnementale et leurs procédures de gestion des risques ?			Activités et aspirations
			Rapport
			Gestion des risques (institution)
			Gestion des risques (clients)
DÉBUTANT	BASIC	EXPÉRIMENTÉ	AVANCÉ
Offre Que proposent les IMF pour améliorer la résilience climatique de leurs institutions et de leurs clients ?			Produits pour les ménages/entreprises
			Produits pour l'agriculture
			Sensibilisation
			DÉBUTANT

Figure 1 : Récapitulatif des dimensions et des indicateurs pris en compte dans le cadre de la microfinance verte. Cadre de pénétration de la microfinance verte

Contexte environnemental

Cette dimension évalue les défis, le soutien gouvernemental et les orientations qui existent au niveau local et qui affectent la capacité des PSF à poursuivre un programme de durabilité. Elle examine les réglementations, les acteurs et les programmes actuels afin d'évaluer le contexte qui influence le développement de la finance inclusive verte.

Exécution

Pour évaluer la mise en œuvre de la finance verte inclusive, cette dimension évalue le niveau de progression de la mise en œuvre de la politique environnementale des PSF et de leurs procédures de gestion des risques, le cas échéant. Pour cela, les valeurs et les objectifs commerciaux des PSF sont évalués en ce qui concerne la protection de l'environnement, le niveau de reporting et la gestion des risques environnementaux au niveau des clients et des institutions.

Offre

La dernière dimension évalue l'activité principale des PSF, c'est-à-dire la fourniture de services financiers et non financiers aux ménages et aux MPME. Elle cherche à comprendre ce que les institutions offrent pour renforcer la résilience climatique de leurs clients et examine le nombre de produits financiers et de services non financiers dédiés aux ménages/entreprises et à l'agriculture durable, ainsi que leur portée respective.

Méthodologie de recherche

En utilisant le cadre de pénétration de la finance verte inclusive, l'évaluation a impliqué une enquête sectorielle des institutions de microfinance, des entretiens semi-structurés et des recherches documentaires. L'enquête sectorielle a été lancée début juillet 2022 et a couvert les IMF du Maroc, de la Tunisie, de l'Égypte, du Liban, des Territoires palestiniens, de la Jordanie, de la Syrie et du Yémen⁷.

En deux mois (du 19 juillet au 19 septembre), 42 organisations ont répondu questionnaire en ligne. Les participants comprenaient des institutions du Yémen (8), des Territoires palestiniens (7), d'Égypte (6), de Jordanie (6), du Liban (6), du Maroc (5), de Tunisie (3) et de Syrie (1). L'échantillon ci-dessous présente une analyse quantitative incluant l'âge de l'institution et le nombre de clients.

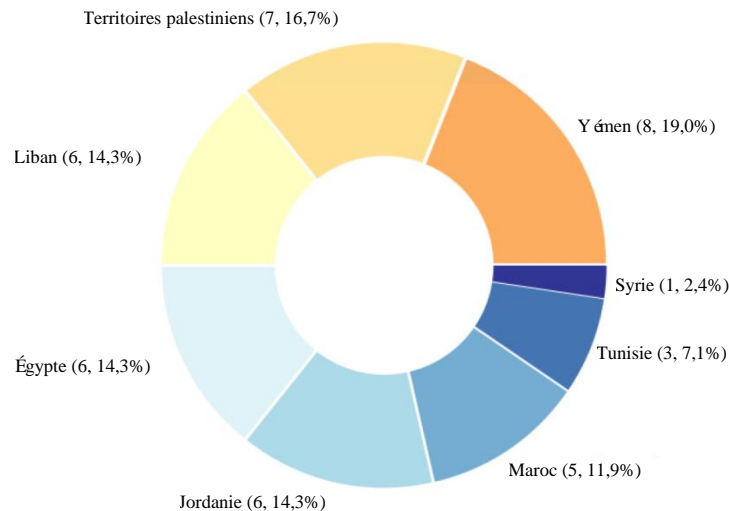


Figure 2 : Répartition des participants à l'enquête

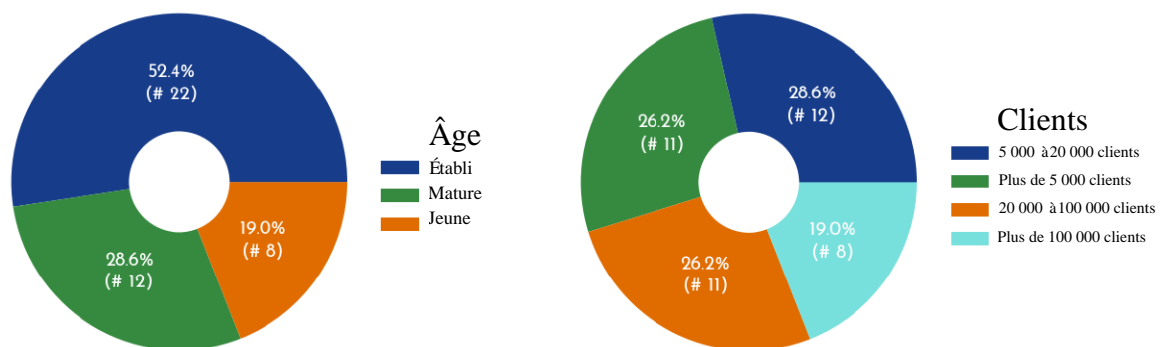


Figure 3 : Brève description des participants à l'enquête sectorielle. Nombre total d'institutions : 42.

Pour l'analyse, les institutions participantes ont été réparties en différentes catégories en fonction de leur âge (jeune : moins de dix ans depuis leur création, mature : 10 - 20 ans, établis : plus de 20 ans) et du nombre de clients (petits : moins de 5 000 clients, moyens : 5 000 - 20 000 clients, grande : 20 000 - 100 000 clients, et très grand : plus de 100 000 clients).

Parallèlement à l'enquête, des entretiens semi-structurés ont été menés auprès d'IMF sélectionnées et d'autres acteurs du secteur de la microfinance. Les entretiens visaient à vérifier les déclarations faites dans les enquêtes complétées, à fournir des informations supplémentaires sur l'environnement opérationnel de l'institution, et à explorer les principaux défis et le soutien nécessaire.

Les résultats de l'enquête sont présentés en détail dans les sections suivantes en fonction des dimensions du Cadre de pénétration de la microfinance verte.

⁷ L'enquête est disponible en anglais, français et arabe [ici](#)

RÉSULTATS

ENVIRONNEMENT FAVORABLE

Aperçu

Les résultats de l'enquête montrent que les environnements les plus favorables à la mise en œuvre de la finance verte inclusive se trouvent en Tunisie, au Maroc et au Yémen, tandis que les institutions du Liban et de Jordanie signalent actuellement les plus grands défis. Together Association (Égypte) et Attadamoune Micro Finance (Maroc) opèrent toutes deux dans un environnement très favorable. Hadhramout Microfinance Program (Yémen), Advans IMF (Tunisie), et Enda Tamweel (Tunisie) se trouvent dans des écosystèmes où le soutien gouvernemental, les partenariats, les programmes et la demande de services de microfinance offrent un environnement unique pour le développement de la finance verte inclusive. D'autre part, les institutions du Liban et de la Jordanie ont mis en évidence les défis auxquels elles sont confrontées pour promouvoir la finance verte inclusive : manque de partenaires, de réglementations, de programmes de soutien et faible demande. Les résultats montrent que, quel que soit l'âge de l'institution, l'environnement dépend de facteurs externes qui échappent au contrôle des organisations.

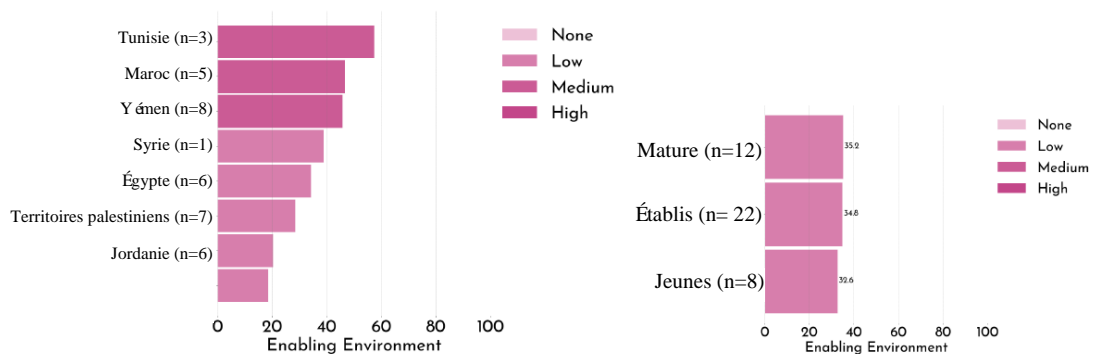


Figure 4 : Score moyen de l'environnement favorable par pays (à gauche) et maturité de l'institution (droite)

Règlementations et défis

Il existe différentes façons pour le gouvernement et les organismes de réglementation d'encourager les IMF à adopter une approche de finance verte inclusive en fixant des exigences politiques et en fournissant des incitations. Dans toute la région, quelques réglementations et programmes visant à inciter le secteur financier à agir en faveur de la protection du climat ont vu le jour. En Égypte, il est possible d'émettre des obligations vertes (par exemple pour financer des solutions basées sur la nature), tandis qu'en Jordanie, bien que les IMF signalent un manque de réglementation, la Banque centrale a commencé à développer une stratégie nationale d'inclusion financière avec le soutien de la Banque mondiale, qui comportera un volet sur la finance verte inclusive. Au Maroc, différentes initiatives et programmes ont contribué à sensibiliser le secteur de la microfinance au développement d'une offre verte. En outre, en Tunisie, il existe déjà une réglementation destinée aux entreprises qui travaillent sur l'économie verte et promeuvent le développement durable.

74 % des IMF signalent une absence de réglementation les obligeant à prendre des mesures explicites en matière de protection de l'environnement. 81 % indiquent qu'il n'existe pas de réglementation incitant les entreprises à prendre des mesures en matière de protection de l'environnement. Les 3 institutions (7,5% du total) qui déclarent connaître l'existence de réglementations nationales opèrent en Égypte, en Tunisie et au Yémen. En Tunisie cependant, bien que les réglementations visaient à soutenir les institutions, lors de la mise en œuvre, les PSF ont identifié des défis supplémentaires. Depuis la fin de 2021 précisément, la loi prévoit que les

institutions bénéficient d'exonérations fiscales lorsque leurs activités sont liées à l'économie verte et au développement durable. Cependant, les PSF affirment qu'il existe un manque de financement pour l'acquisition de compétences du personnel interne⁸.

L'absence de réglementation se reflète dans les trois principaux défis qui influencent le secteur de la microfinance au niveau national. 72 % des institutions affirment qu'il y a un manque de soutien gouvernemental, un manque de réglementation appropriée sur la finance verte, et un manque de financement pour le lancement de nouveaux produits. Dans le même temps, les réseaux de microfinance soulignent une approche réactive de la part des gouvernements qui prendront des mesures lorsqu'ils estimeront que la demande est suffisante de la part des IMF elles-mêmes. Les relations étroites entre les réseaux de microfinance, les banques centrales et les régulateurs ainsi qu'un écosystème coopératif entre les institutions de microfinance de la région offrirait un grand potentiel pour le renforcement des capacités, la sensibilisation et le lancement de programmes transfrontaliers.

Un faible pourcentage d'IMF (16 %) considère la forte concurrence des banques commerciales et des compagnies d'énergie comme un défi majeur, et un quart (25%), les processus complexes d'utilisation des fonds.

Le CFI, en partenariat avec la GIZ, travaille actuellement sur une recherche visant à intégrer la finance verte inclusive dans la région MENA afin de fournir des informations aux décideurs politiques sur la façon de développer des programmes pour la finance verte inclusive. Les principaux objectifs de l'initiative sont de comprendre ce que les services financiers peuvent faire pour aider les personnes vulnérables de la région MENA à gérer les risques liés aux précipitations, à l'élévation du niveau de la mer et aux températures extrêmes, de cartographier les stratégies et les instruments que les décideurs politiques et les régulateurs de la région ont utilisés pour soutenir la finance verte et enfin, de développer un nouveau récit pour la finance verte inclusive dans la région et comment elle peut être intégrée dans l'élaboration des politiques et la programmation du développement.

Partenaires

En ce qui concerne les partenariats, 43 % des répondants à l'enquête ont conclu des accords avec d'autres acteurs pour offrir des produits verts. Par pays, les organisations suivantes ont soutenu ou fournissent actuellement une assistance aux IMF interrogés dans le développement de la finance verte inclusive :

- **Égypte** : Green for Growth, USAID Feed the Future Egypt, Food Security and Agribusiness Support (FAS) Project.
- **Jordanie** : Green for Growth, USAID
- **Liban** : Green for Growth, USAID
- **Maroc** : Elephant Vert, GERES, Green for Growth, MicroFinanza, SANAD, SIDI
- **Territoires palestiniens** : Care International, Green for Growth, Kiva, SANAD
- **Tunisie** : ADA, Développement International Desjardins, MicroEnergy International
- **Yémen** : Fournisseurs locaux, Silatech, Fonds social pour le développement, Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), USAID, Banque mondiale.

⁸ En pratique, ce soutien financier, encadré par l'article 29 du décret-loi n°2021-21 du 28 décembre 2021, relatif à la loi de finances 2022, est accordé sous forme d'exonération fiscale pour les entreprises dont les activités sont liées à l'économie verte et au développement durable. Cette exonération fiscale est précisée au paragraphe II bis de l'article 39 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés, qui dispose expressément : Les intérêts provenant de l'émission d'obligations vertes, d'obligations socialement responsables et d'obligations durables telles que définies par la réglementation en vigueur sont supprimés de l'assiette de l'impôt, et ce, dans la limite de 10 000 dinars tunisiens par an. Cependant, cette mesure a omis d'inclure la création d'emplois verts, négligée par la nomenclature juridique et la politique environnementale du gouvernement. Cette loi financière devrait prévoir le préfinancement de la formation et du renforcement des capacités pour le développement des ressources humaines dans la finance verte inclusive.

EXÉCUTION : STRATÉGIE ENVIRONNEMENTALE ET GESTION DES RISQUES

Aperçu

Cette dimension du cadre de pénétration de la finance inclusive verte couvre la mise en œuvre de la stratégie environnementale et de la gestion des risques environnementaux dans la région. Les stratégies environnementales et une gestion des risques sont plus avancées dans les IMF opérant en Tunisie, au Liban, au Yémen et au Maroc, tandis que les IMF des Territoires palestiniens et de Jordanie en sont à un stade moins avancé. En fonction du niveau de maturité d'une institution, un soutien différent peut être offert pour développer cette dimension. Les plus jeunes IMF peuvent bénéficier d'une sensibilisation et d'ateliers de formation sur ces sujets, tandis qu'un soutien consultatif plus approfondi et une assistance technique sur la stratégie environnementale des institutions et la gestion des risques environnementaux doivent être fournis aux institutions établies.

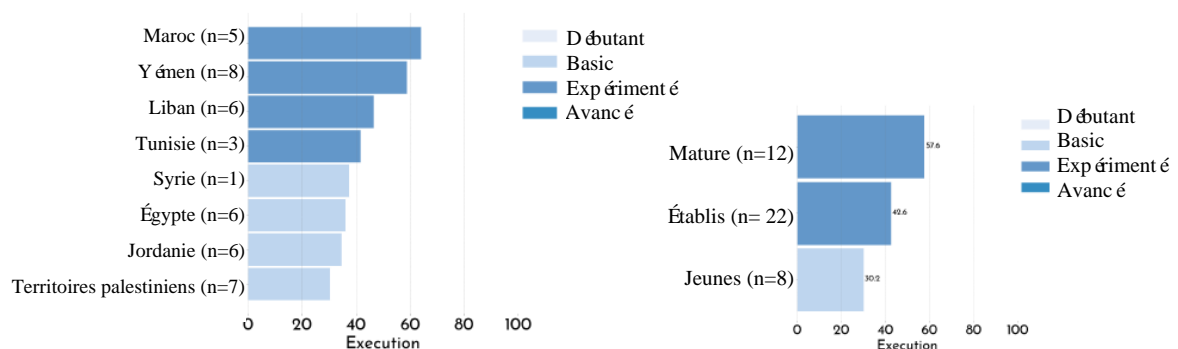


Figure 5 : Score moyen d'exécution par pays (à gauche) et par maturité (à droite)

Stratégie environnementale

Il existe un intérêt notable pour l'intégration des concepts de protection de l'environnement ou de résilience climatique dans le plan stratégique de l'institution. 41 % des répondants indiquent disposer d'une stratégie environnementale, et 45% prévoient de le faire à l'avenir. Seuls 16% des institutions n'incluent aucun aspect environnemental dans leur plan stratégique institutionnel et ne prévoient pas de le faire (Figure 6).

En ce qui concerne le reporting, 45 % des IMF interrogées rendent compte en interne de leurs performances environnementales. Cette proportion augmente à 64 % pour les institutions qui ont au moins un produit financier ou non financier vert pour les ménages ou les MPME. Seules 5 institutions produisent déjà des rapports publics sur leurs performances environnementales, bien qu'environ la moitié des IMF interrogées prévoient de le faire à l'avenir.

En ce qui concerne le type de soutien nécessaire, les institutions ont souligné la nécessité d'un soutien financier et technique pour les études d'évaluation du marché et la conception et le développement des produits..

Lorsqu'on leur demande quels sont les partenaires auxquels ils s'adresseraient pour obtenir un soutien dans l'élaboration de leur stratégie environnementale, les trois quarts des institutions conviennent que les investisseurs et les consultants sont les mieux placés pour les aider. Les agences de notation et les autorités locales viennent en dernière position en termes de soutien apporté. Bien que les institutions aient déclaré qu'elles manquent surtout de soutien de la part des gouvernements et des organismes de régulation, ces entités ne sont pas classées comme acteurs idéaux capables d'aider les institutions à développer leurs stratégies environnementales.

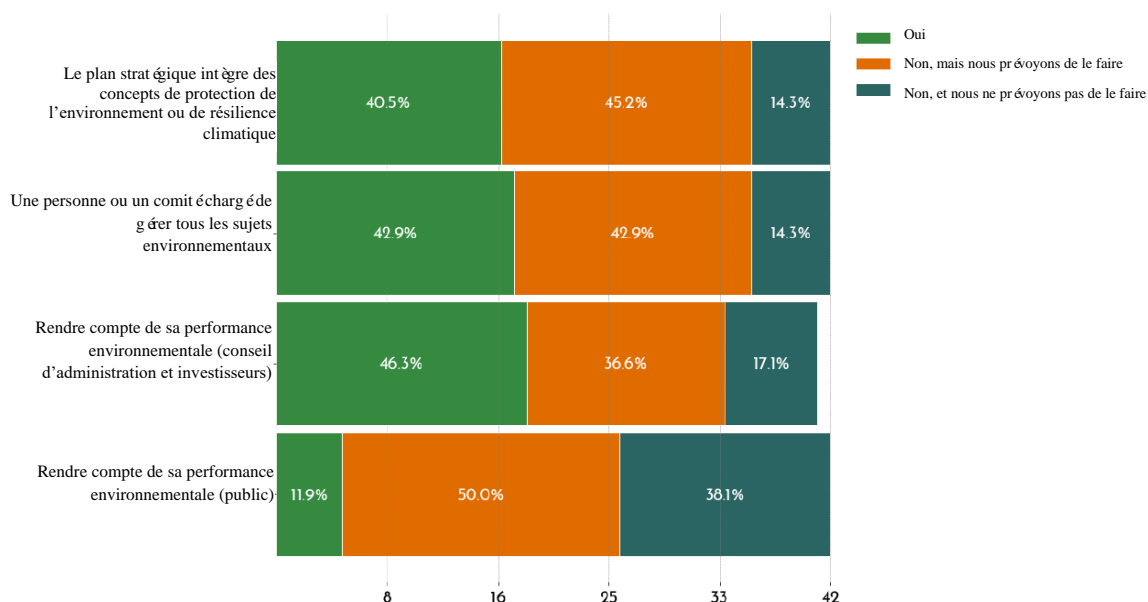


Figure 6 : Développement de la stratégie environnementale

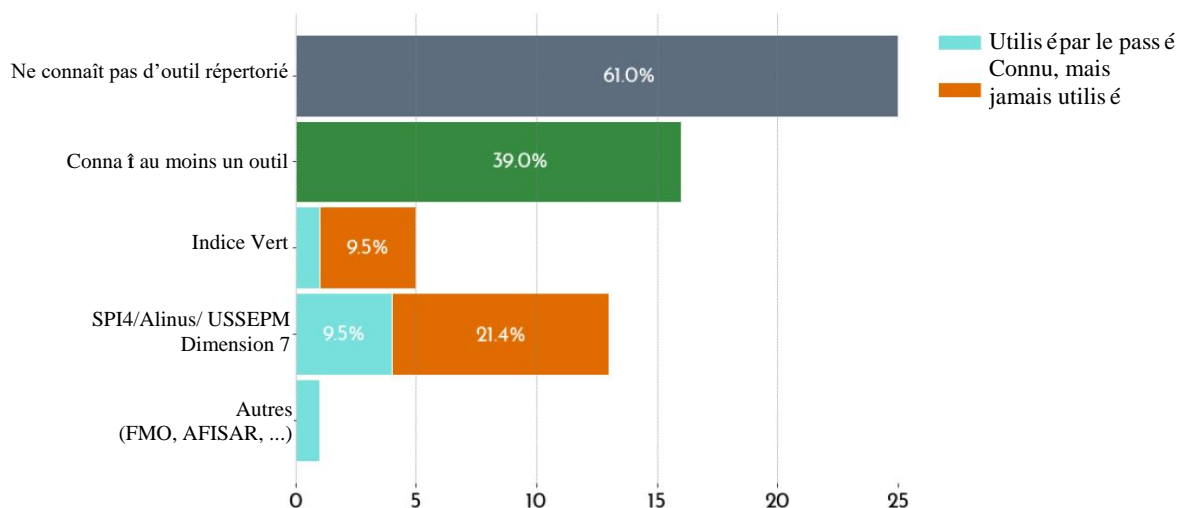


Figure 7 : Connaissance et maîtrise des outils d'évaluation de la performance environnementale

61 % des institutions interrogées ne connaissent pas les outils d'évaluation de la performance environnementale (Figure 7), tandis que 39 % des répondants connaissent au moins un outil. Environ 30 % du total des répondants connaissent l'outil SPI4 et Alinus, mais seules 4 institutions (9,5 %) l'ont utilisé dans le passé. Seules 5 institutions connaissent l'Indice Vert, et une seule l'a utilisé dans le passé. Par ailleurs, seules 3 institutions de microfinance sur 42 ont indiqué avoir déjà fait l'objet d'une évaluation ESG.

Gestion des risques environnementaux

Plus de la moitié des PSF de la région mettent en œuvre différentes activités liées à la gestion des risques environnementaux des clients. Les institutions souhaitent principalement sensibiliser et former leur personnel aux pratiques permettant de réduire ou d'éviter les impacts environnementaux négatifs.

Gestion des risques au niveau des institutions 62% des institutions mettent actuellement en œuvre des activités liées à la gestion des risques environnementaux en interne (Figure 8). Les activités les plus couramment mises en œuvre sont entre autres l'analyse des risques environnementaux des demandes de prêt (38,1 %) et la catégorisation des demandes de prêt en fonction de cette évaluation (33,3 %). Dans des proportions similaires, les répondants ont également indiqué que leurs institutions forment le personnel aux pratiques environnementales afin de réduire les impacts négatifs. 60,7 % des institutions ont indiqué bénéficier déjà d'un soutien afin de mener des actions liées à la gestion des risques. Ce soutien est principalement fourni par des investisseurs (tels que la SFI, le SANAD), des programmes de développement (par exemple, l'USAID) et des consultants par le biais de l'assistance technique.

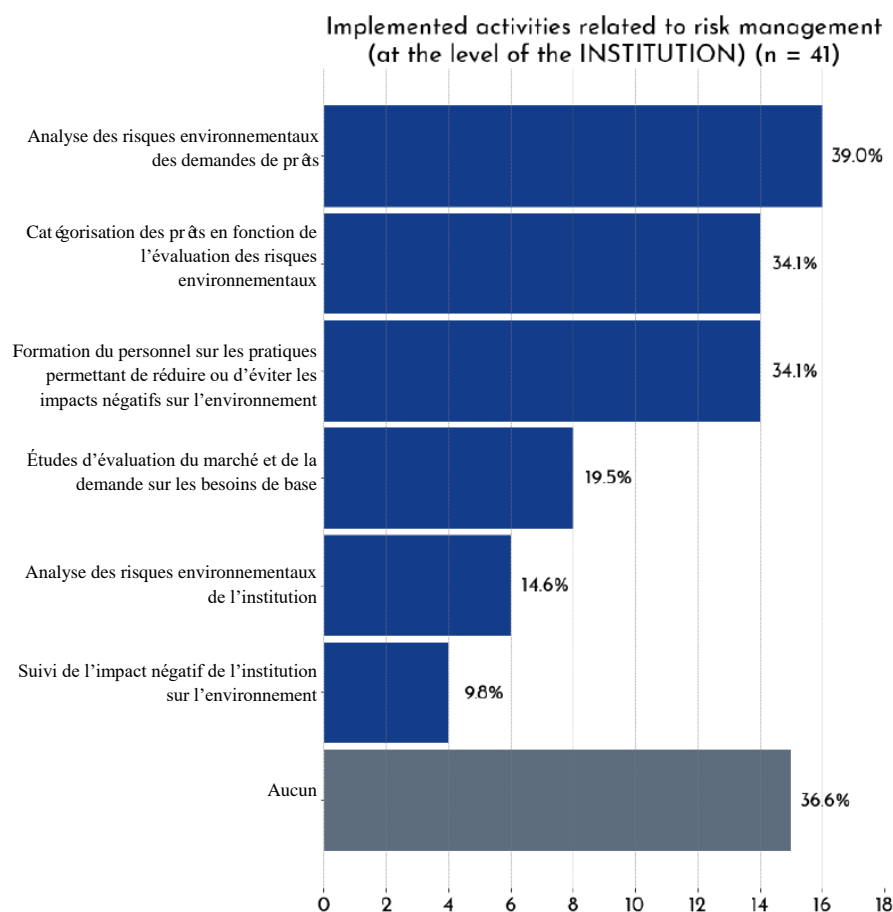


Figure 8 : Gestion des risques au niveau des institutions

Seules 4 institutions surveillent l'impact négatif de leurs activités sur l'environnement en interne, et seuls 6 répondants effectuent une analyse des risques environnementaux de l'institution.

Au rang des institutions qui effectuent une évaluation des risques environnementaux des clients dans le cadre de l'évaluation des demandes de prêt, la majorité souligne le manque d'accès à l'eau potable (93 %) et à l'énergie (80 %) comme défis majeurs. 60 % des répondants ont indiqué que les sécheresses et les canicules étaient des risques majeurs pour leurs clients. Parmi les autres risques signalés figurent les feux de forêt, les vagues de froid et les pluies torrentielles au Maroc, en Tunisie

et au Yémen ; les tempêtes de grêle au Maroc ; les cyclones tropicaux/ouragans au Yémen ; et les coulées de boue en Jordanie.

Seulement 12 % des institutions ont indiqué les risques environnementaux auxquels elles sont exposées au niveau institutionnel ; l'accès à l'énergie et à l'eau s'est également avéré être les risques liés au climat les plus pertinents pour l'institution elle-même.

Le manque d'outils appropriés est le principal obstacle auquel les institutions sont confrontées en ce qui concerne les activités de gestion des risques..

89,2 % des répondants ont souligné le manque d'outils appropriés pour conduire des activités de gestion des risques environnementaux au niveau de l'institution, tandis que deux tiers ont indiqué le manque de connaissances comme l'un des principaux défis. La motivation du personnel n'est pas considérée comme un problème.

Gestion des risques au niveau des clients Plus de 60 % des institutions ne mettent en œuvre aucune action pour gérer les risques environnementaux des clients. Un quart des institutions soutiennent leurs clients en les aidant à développer des entreprises promouvant des pratiques ou des produits écologiques. 17 % forment leurs clients aux méthodes permettant de réduire ou d'éviter les impacts environnementaux négatifs, tandis qu'une seule institution fournit des services permettant de répondre aux chocs environnementaux. Au niveau des clients, la majorité des institutions (90 %) qui mettent en œuvre des activités de gestion des risques signalent le manque d'outils appropriés pour mettre en œuvre des pratiques supplémentaires de gestion des risques environnementaux, et 77 % indiquent le manque de connaissances. L'absence de collaboration avec les autres parties prenantes et la grande complexité du sujet ont également été soulignés comme des défis, bien que dans une moindre mesure (61 % et 45 %, respectivement).

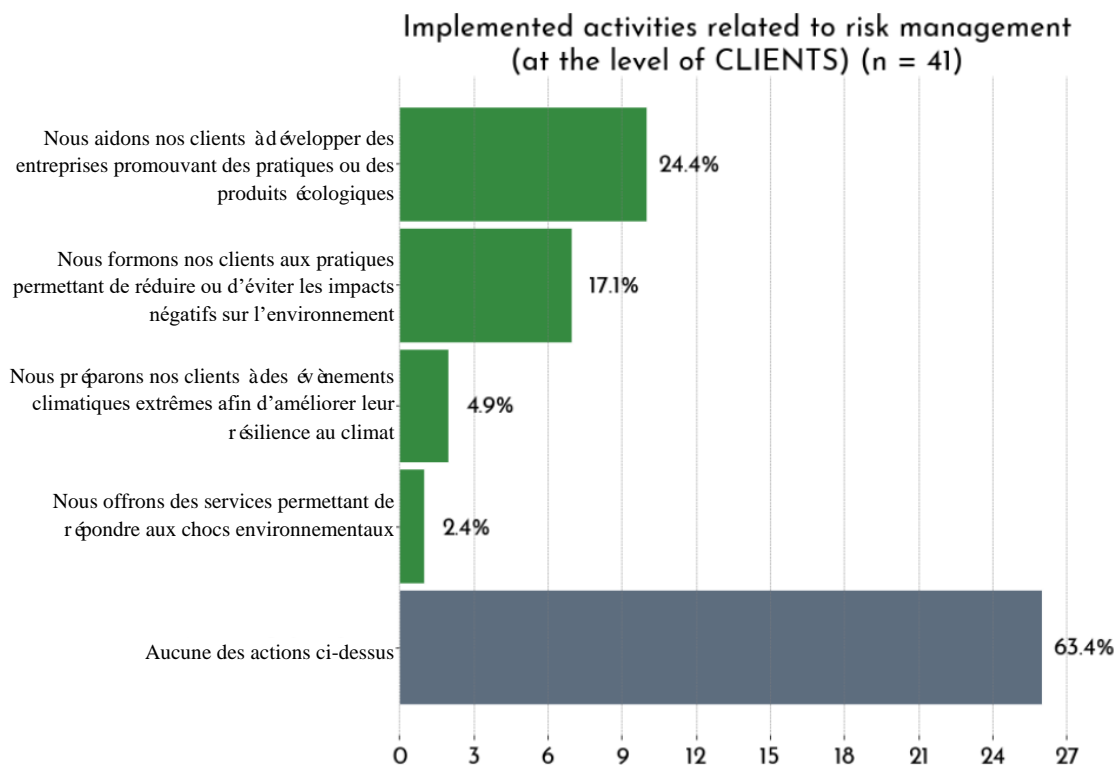


Figure 9 : Gestion des risques au niveau des clients

ÉTUDES DE CAS - STRATÉGIE ENVIRONNEMENTALE ET GESTION DES RISQUES

National Microfinance Foundation – Y émen

La National Microfinance Foundation - Y émen (NMFY) est une ONG qui opère dans vingt agences au Y émen. Depuis 2015, en raison du déclenchement de la guerre et des coupures de courant qui s'en sont suivies, NMFY a commencé à octroyer des financements pour les énergies renouvelables. En 2015, lorsque le réseau a été coupé NMFY a financé des systèmes solaires domestiques allant jusqu'à 3 kilowattheures (kWh). En 2017, en raison de la crise nationale liée au carburant, NMFY a commencé à proposer aux petits exploitants agricoles des pompes à eau solaires de 20 kWh. En 2019, les zones rurales ont eu accès à des systèmes pico-solaires subventionnés de 10 watts par le biais du NMFY. De nombreux projets ont été soutenus par divers programmes de coopération internationale au développement (à savoir, Silatech, Foreign, Commonwealth and Development Office (FCDO), KfW, Banque mondiale).

À la fin de l'année 2021, la Fondation a déboursé plus de 5 000 prêts énergétiques, pour un volume estimé entre 10 et 15 millions USD. La diversification du portefeuille de NMFY a contribué à les différencier en termes d'acquisition d'expertise dans la sélection des technologies, de partenariat avec les fournisseurs, de gestion des stocks et d'identification des besoins de leurs clients. Cet effort a été combiné à des défis de sensibilisation des acteurs de la chaîne de valeur, des ingénieurs techniques, des techniciens, des agriculteurs, des distributeurs et des utilisateurs finaux.

Le contexte national a été une force motrice pour NMFY pour innover et fournir les produits dont leurs communautés cibles ont besoin. Sept ans plus tard, il devient évident pour NMFY d'intégrer la finance verte inclusive dans sa stratégie interne. Cela implique de définir une stratégie environnementale, d'identifier les risques et vulnérabilités environnementaux au niveau des clients et des institutions, de développer des mécanismes pour les gérer et réduire les impacts négatifs sur l'environnement, et de fournir des produits financiers verts et des services non financiers à ses clients.

En 2022, le NMFY a élaboré une stratégie visant à se concentrer sur l'autonomisation économique des MPME par le biais du développement durable et d'une finance responsable favorisant les énergies propres et la protection de l'environnement. Les étapes à mettre en œuvre comprennent la sensibilisation des employés et des clients aux prêts verts, la mise en place d'incitations pour la documentation des prêts verts, l'ajout d'une composante environnementale à la matrice d'identification et de gestion des risques, et le suivi de la mise en œuvre de la stratégie (objectifs, réalisations, équipe, ressources et opportunités).



Figure 10 : Renforcement des capacités des directeurs d'agence
(Photo : National Microfinance Foundation)

La stratégie environnementale définit les tâches et les responsabilités au sein de la hiérarchie interne de la NMFY. La direction générale est chargée de développer la stratégie verte et de définir les indicateurs verts à suivre. Le département des risques contribue à l'élaboration et à la mise en œuvre de l'identification et de la gestion des risques environnementaux afin de rendre le portefeuille écologique. Les directeurs d'agence supervisent le décaissement des prêts verts, gèrent les partenariats avec les fournisseurs et identifient les opportunités locales. Enfin, les responsables des prêts identifient les clients et facilitent la mise en œuvre des prêts verts pour les clients des MPME. En complément des efforts du personnel de terrain, le département de la communication et du marketing est chargé de publier chaque trimestre les activités réalisées par le gagnant du meilleur prêt vert sur les canaux de médias sociaux de NMFY.

NMFY est convaincu que cette approche permettra de différencier son travail au niveau des institutions et des clients dans le pays. Pour ce faire, elle i. acquiert une connaissance approfondie de l'activité du client pour le décaissement du prêt et évalue l'impact environnemental de l'activité génératrice de revenus ; ii. intègre une composante d'évaluation des risques écologiques dans la matrice des risques de l'organisation ; iii. sensibilise les employés aux produits et services écologiques ; iv. inclut des incitations aux prêts écologiques pour les agents de crédit et les directeurs d'agence ; et v. met en avant les prêts écologiques pour promouvoir une culture organisationnelle respectueuse de l'environnement auprès des employés et des clients.

Tamweelcom (Jordan Micro Finance Company) - Jordanie

La Jordan Microfinance Company Tamweelcom a été fondée en Jordanie en 1999 en tant qu'organisme à but non lucratif, conformément au cadre juridique et réglementaire de la Banque centrale de Jordanie. Elle a démarré avec 30 000 JOD, cinq employés et une succursale dans le but d'élever les taux d'emploi, de favoriser les progrès socio-économiques, d'autonomiser les personnes à faible revenu, les citoyens exclus financièrement, les citoyens marginalisés et les petits entrepreneurs grâce à des solutions de financement fiables.

Après de nombreuses étapes franchies, Tamweelcom compte aujourd'hui 39 agences à travers le pays et plus de 500 employés. À la fin de l'année 2021, Tamweelcom a servi plus de 382 000 clients et entreprises, avec 74 % d'emprunteurs féminins, 49 % d'emprunteurs jeunes et un portefeuille de prêts brut de 58 millions JOD (81 millions USD). Au niveau de l'institution, la politique de Tamweelcom vise à être en accord avec ses valeurs fondamentales (transparence, esprit d'équipe et collaboration, excellence du service et performances sociales et environnementales responsables) et au niveau du client, à assurer et vérifier que les entreprises financées par Tamweelcom ont un impact social et environnemental minimal.

Pour ce faire, Tamweelcom a mis en place des procédures visant à garantir que les entreprises financées ont un impact environnemental ou social négatif minimal. La première mesure consiste à appliquer une liste d'exclusion pour les prêts, interdisant le financement de tout type d'entreprise répertoriée. Cette procédure vise à garantir le respect des valeurs de Tamweelcom et contribue à sensibiliser les clients aux dommages causés à l'environnement et aux dangers que l'activité peut impliquer pour la société et l'écosystème. Une fois la sécurité de l'entreprise confirmée, l'institution s'assure que l'objet de l'entreprise est conforme à la législation et que les documents commerciaux, les permis officiels et les approbations requis par la loi jordanienne sont disponibles.



Figure 11 : Évaluation des risques liés à une demande de prêt
(Photo : Tamweelcom)

Ensuite, les secteurs d'activité éligibles sont classés selon la liste de classification des risques environnementaux et sociaux de Tamweelcom. Lorsque l'octroi du prêt a été approuvé, le contrat de financement contient une clause sur l'engagement du client à ne pas exploiter le financement dans l'un des secteurs exclus. Les nouveaux secteurs d'activité qui ne figurent pas dans la liste de classification des risques environnementaux et sociaux sont évalués explicitement par le département de gestion des risques de Tamweelcom, qui décide de leur approbation ou de leur rejet.

L'identification du risque environnemental de l'entreprise consiste à classer l'impact écologique de l'activité de l'entreprise en trois catégories : risque environnemental élevé, moyen ou faible, avec les lettres A, B et C, respectivement, selon les normes de la Société financière internationale (SFI). Les entreprises classées A ne sont pas financées.

Catégorisation environnementale et sociale de la SFI :

- **Catégorie A :** Activités commerciales présentant des risques et/ou des impacts environnementaux ou sociaux négatifs potentiels importants qui sont divers, irréversibles ou sans précédent.
- **Catégorie B :** Activités commerciales présentant des risques et/ou des impacts environnementaux ou sociaux potentiellement limités qui sont peu nombreux, généralement spécifiques à un site, largement réversibles et facilement traités par des mesures d'atténuation.
- **Catégorie C :** Activités commerciales présentant des risques et/ou des impacts environnementaux ou sociaux négatifs minimales ou nuls.

Cette méthodologie est un cadre que la SFI utilise pour la catégorisation environnementale et sociale afin de refléter l'ampleur des risques et des impacts de ses investissements. La catégorie qui en résulte est liée aux exigences institutionnelles correspondantes en matière de divulgation par la politique d'accès à l'information de la SFI ([catégorisation environnementale et sociale de la SFI](#)).

Cette approche en deux étapes fait partie du profil client. Le Responsable des Relations Clients remplit le formulaire lors de sa visite du site commercial du client, et entre les informations obtenues dans le système central de Tamweelcom. Grâce à ces procédures, Tamweelcom respecte sa politique de protection de l'environnement en identifiant et en soutenant les entreprises à faible et moyen risque environnemental. Dans une prochaine étape, Tamweelcom prévoit de définir une nouvelle stratégie environnementale et d'intégrer des produits financiers verts spécialisés dans son portefeuille.

OFFRE FINANCIÈRE ET NON FINANCIÈRE VERTE

Aperçu

L'offre de produits financiers et de services non financiers verts n'est pas rare dans la région ; la moitié des IMF proposent aux ménages et aux entreprises des produits liés aux énergies renouvelables (ER) et un tiers des produits liés à l'efficacité énergétique (EE). En ce qui concerne les produits agricoles, la moitié des répondants offrent des produits liés à la production de cultures durables et 46 %, des financements pour la gestion du bétail. Un tiers des institutions proposent des prêts pour une meilleure gestion de l'eau pour l'agriculture. Les institutions matures et établies au Yémen et dans les Territoires palestiniens sont plus avancées dans leur offre de produits financiers et non financiers et dans leur rayonnement. Dans une moindre mesure, les IMF d'Égypte, du Liban, de Tunisie et de Jordanie proposent des prêts verts. L'âge des IMF influence leur capacité à mettre en œuvre la finance inclusive verte ; l'offre des jeunes institutions n'est pas aussi développée que celle des institutions matures.

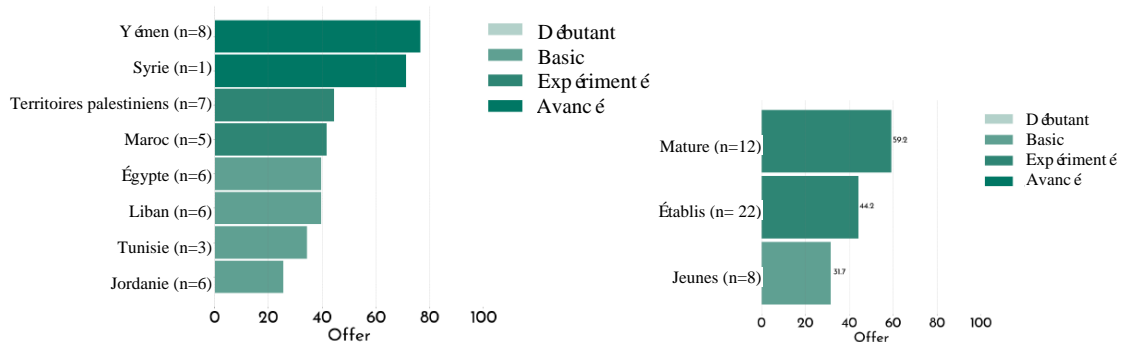


Figure 12 : Score moyen de l'offre par pays (à gauche) et par maturité (à droite)

Produits financiers pour les ménages et les entreprises

Plus de la moitié des répondants (53,5%) ont indiqué que leur institution offre des produits financiers pour les technologies ER (Figure 13). Parmi ceux-ci, 19 institutions proposent des systèmes solaires domestiques. Les autres produits populaires sont les pompes à eau solaires (13 institutions), les chauffe-eau solaires (10) et les lampes solaires (10).

- Tous les répondants (100 %) du Yémen proposent les produits ER. 60 % des institutions des Territoires palestiniens proposent des ER, contre 50 % au Liban.
- 56 % des institutions offrant des produits ER financent également des mesures d'EE.
- 34 % des institutions offrant des produits d'ER offrent également des produits d'eau propre.

De plus, environ un tiers (32,6 %) offre des produits destinés aux mesures d'EE. Ces produits concernent principalement les appareils électroménagers efficaces (9 institutions les proposent), le remplacement des machines (8), le remplacement des éclairages inefficaces par des lampes LED (7) et les systèmes de refroidissement (7). 18,6 % des institutions proposent des produits de prêt pour l'eau potable, tels que le financement de raccords d'eau courante (2 répondants) et de solutions portables (2).

À la question de suivi (Prévoyez-vous d'offrir l'un des produits financiers verts suivants à l'avenir ?), un tiers des institutions (33 %) ont indiqué qu'elles prévoient d'offrir des produits liés à la gestion des déchets, et 35,7 %, des transports plus propres.

En ce qui concerne les obstacles que les institutions ont rencontrés dans l'offre des produits verts (ou pendant le processus de développement), environ la moitié des institutions ont souligné la nécessité d'un plus grand soutien de la part des investisseurs (53 %) et du gouvernement (47 %), ainsi qu'un manque de demande (47 %).

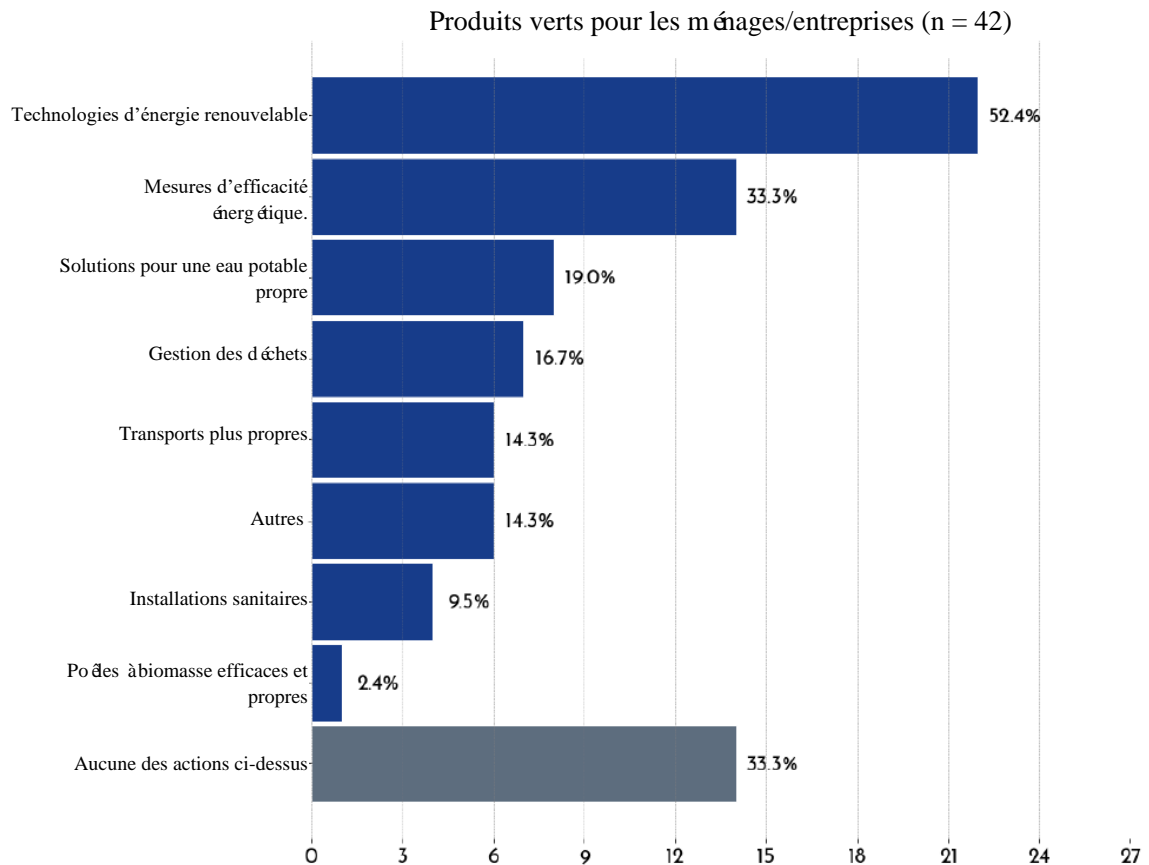


Figure 13 : Produits verts pour les ménages et les entreprises

Dans le même temps, un tiers (33 %) ont souligné l'absence de collaboration avec les fournisseurs de technologies appropriées et/ou le manque de technologies disponibles (Figure 14).

Les jeunes institutions de microfinance ont déclaré que l'absence de la demande, la grande complexité et l'offre limitée en matière de technologie sont les principaux obstacles à la mise en œuvre de produits verts. Les IMF matures n'indiquent pas avoir un personnel non motivé alors que trois IMF établies indiquent l'avoir.

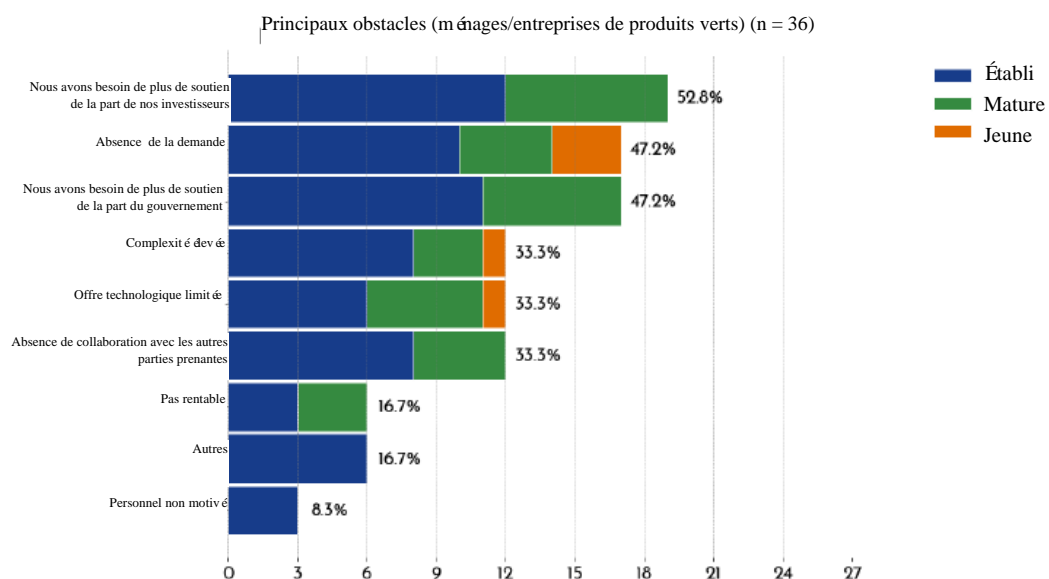


Figure 14 : Obstacles au développement ou à l'offre de produits verts pour les ménages/entreprises

Produits verts pour l'agriculture

Plus de la moitié des institutions ayant répondu à l'enquête proposent des produits de prêt pour la production végétale, tandis qu'environ 46 % proposent des produits de prêt dédiés à la gestion du bétail. Environ un tiers des institutions ont indiqué qu'elles ne proposaient pas encore de produits verts destinés à l'agriculture (Figure 15). Les PSF ayant de nouveaux portefeuilles destinés à l'agriculture ont exprimé leur intérêt à recevoir un soutien spécialisé pour les pratiques durables telles que l'adaptation basée sur les écosystèmes. Les réseaux régionaux de microfinance ont souligné le potentiel de la sensibilisation aux différentes mesures d'adaptation fondées sur les écosystèmes.

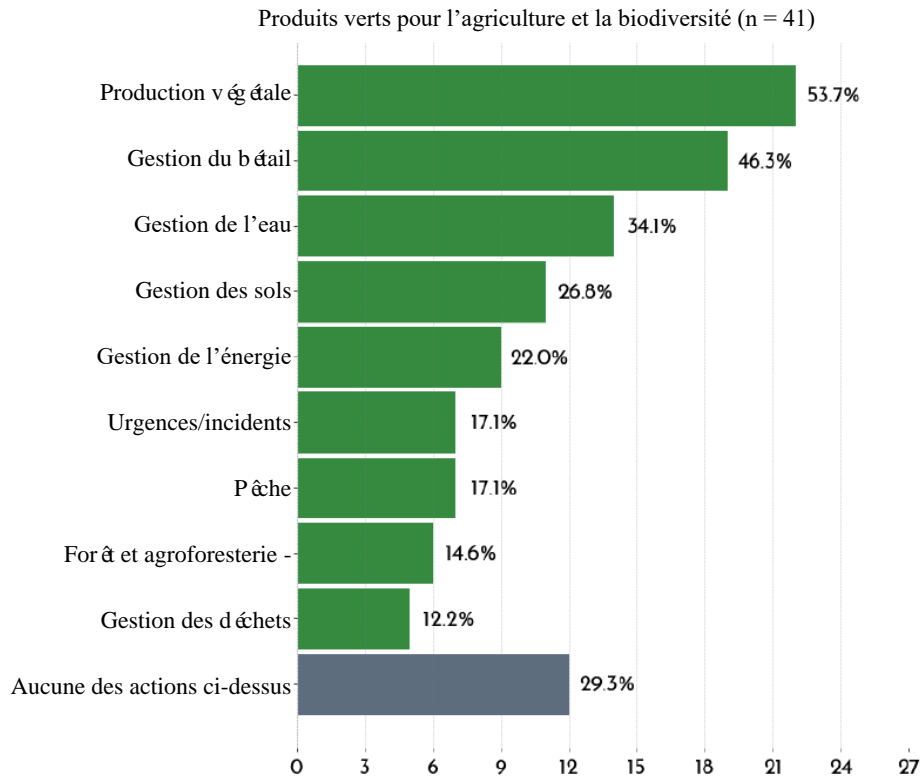


Figure 15 : Défis à relever pour développer ou proposer des produits verts pour l'agriculture

Interrogés sur leurs projets futurs, 56 % des institutions proposant des produits pour l'agriculture ont indiqué leur intention de proposer des produits financiers dédiés à l'énergie (ER ou EE), 40 % au transport, 36,7 % à la gestion des déchets, 30 % à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène, et 10 % à la cuisine.

Le principal obstacle, comme dans le cas des produits verts pour les ménages et les entreprises, est la nécessité d'un soutien accru de la part des investisseurs. Cependant, dans le cas des produits agricoles, l'absence de la demande ne constitue un défi que pour environ 35 % des répondants. En même temps, il y a la perception que l'offre de prêts pour l'agriculture durable est plus complexe que dans le cas des prêts pour les ER ou l'EE. En outre, contrairement au scénario des prêts énergétiques, les IMF manquent d'outils de gestion des données relativement aux pratiques agricoles durables.

Dans le cas des produits pour les ménages et les entreprises, et des produits agricoles, peu d'institutions ont indiqué que ces produits ne sont pas rentables (6 répondants (16 %) dans le premier cas, 7 répondants (20 %) dans le second).

Sur les 50 % d'institutions offrant un financement pour la gestion des cultures, 29 % ne proposent aucun produit vert dédié à leurs clients (10 % proposent la gestion des déchets et 60 %, des produits énergétiques). Pour leurs produits agricoles, ces institutions sont confrontées à de multiples défis ; 43 % manquent de soutien gouvernemental, 38 % manquent de partenaires, 33 % manquent d'outils, et 24 % manquent de demande et de rentabilité.

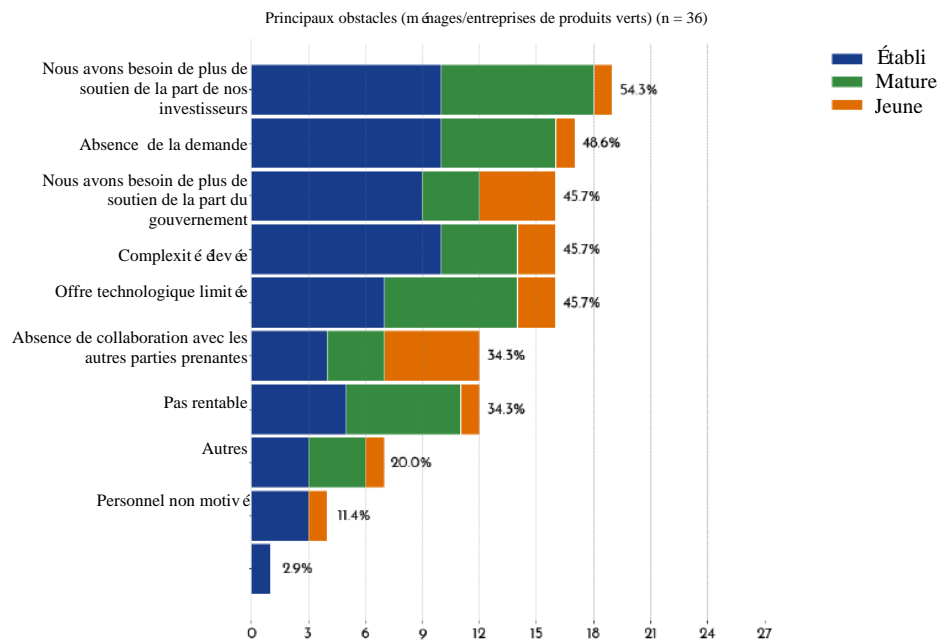


Figure 16 : Défis à relever pour développer ou proposer des produits agricoles verts

Les institutions offrant un financement pour les technologies ER prévoient principalement de financer des mesures ou des équipements pour l'EE, des technologies ER pour l'agriculture (séchoirs solaires pour les récoltes, réfrigérateurs solaires pour le stockage des produits, etc.), et des financements pour une meilleure gestion de l'eau dans l'agriculture (collecte de l'eau, systèmes d'irrigation, pompes à eau solaires, etc.) Les IMF qui proposent actuellement des financements pour la production agricole durable et la gestion du bétail prévoient pour la plupart de proposer des financements pour les technologies basées sur les sources d'énergie renouvelables, les mesures d'efficacité énergétique et les technologies permettant d'améliorer la production agricole grâce à une meilleure gestion de l'énergie, de l'eau et des déchets (séchoirs solaires, réfrigérateurs solaires, méthodes d'irrigation efficaces et compostage, entre autres).

Portée de l'offre financière et non financière verte

En termes de diffusion, le nombre de clients bénéficiant de produits financiers et de services non financiers est relativement faible. Trois quarts des institutions ont moins de 1 000 clients recevant des produits financiers verts, et moins de 80 % ont jusqu'à 500 clients recevant des services non financiers verts.

Les institutions proposant uniquement des produits pour les ménages et les MPME ou des produits agricoles ont une portée limitée (à l'exception d'une institution au Maroc proposant des produits financiers pour des installations sanitaires améliorées), par rapport aux institutions proposant déjà des produits pour ces deux catégories.

En termes de taille de portefeuille vert, un tiers des institutions offrant des produits financiers verts ont un portefeuille vert inférieur à 1 million USD, et seulement 10 % ont un portefeuille supérieur à 5 millions USD.

ÉTUDES DE CAS : PRODUITS FINANCIERS VERTS ET SERVICES NON FINANCIERS

Enda Tamweel (Tunisie)

L'institution de microfinance tunisienne Enda Tamweel a été créée par l'ONG Enda InterArabe en 2015. L'IMF dispose d'un réseau de 105 agences à travers tous les gouvernorats tunisiens et de cinq guichets mobiles desservant les zones enclavées. En tant qu'institution pionnière en Tunisie, Enda offre une large gamme de services financiers et non financiers, couvrant tous les domaines d'activité. Depuis sa création, Enda a servi plus d'un million de personnes et accordé plus de 4 millions de prêts (2,17 milliards d'euros).

Enda Tamweel propose un produit financier unique, l'Éco-prêt, qui finance les fonds de roulement des collecteurs de déchets pour leur mobilité et, à plus grande échelle, les appareils nécessaires au recyclage ou à l'upcycling. Le produit, appelé Paquet environnemental, est classé comme un service de microcrédit et proposé aux collecteurs de déchets et aux centres de collecte (montant minimum de 200 DT (62,6 EUR), jusqu'à 200 000 DT (6 260 EUR)). Ce produit de prêt est destiné à des résidents adultes et les immigrants en situation régulière (jusqu'à 65 ans) résidant dans les zones de couverture d'Enda. Actuellement, le principal obstacle à l'offre de ce type de produit est le manque de soutien du gouvernement et de collaboration avec les autres parties prenantes. Une campagne de marketing ciblée pourrait booster la demande pour ce produit, car elle est encore minime. Depuis 2015, 1700 éco-prêts ont été octroyés pour des activités de collecte, de recyclage et de valorisation des déchets pour un montant de 1,3 million USD.



Figure 17 : Enda Tamweel, bénéficiaire d'un éco-prêt.
(Photo : Enda Tamweel)

En 2019, sur la base d'une enquête menée auprès de leurs clients, Enda Tamweel a mis sur pied un produit financier dédié appelé Eco-chams pour financer l'acquisition de pompes à eau solaires dans les zones rurales en Tunisie. Les résultats de l'enquête ont permis à l'institution d'évaluer les besoins énergétiques, en identifiant les principales technologies d'énergie propre qui pourraient être financées, de lancer le produit avec une période de test pilote et, enfin, de l'intégrer officiellement dans le portefeuille d'Enda. Le produit, dédié aux micro-entrepreneurs agricoles spécialisés dans la culture du palmier dattier, est

bénéfique pour les utilisateurs grâce à l'irrigation solaire et à la formation aux bonnes pratiques d'irrigation. Durant la phase pilote entre 2020 et 2021, 130 prêts ont été décaissés.

À l'avenir, Enda Tamweel prévoit de proposer un financement de l'EE et des services financiers pour le transport propre. Comme tous les microentrepreneurs ne sont pas conscients des risques liés au changement climatique et de ses impacts sur la durabilité de leurs projets, le personnel interne doit les sensibiliser à l'importance des questions environnementales et à la durabilité du secteur de la microfinance, ainsi qu'à la traduction du risque climatique en risque financier.

En ce qui concerne les pratiques agricoles durables, Enda offre une gamme variée de financements pour le rétablissement après des situations d'urgence ou des chocs après des événements défavorables, la diversification des cultures, la rotation des cultures, la gestion des nutriments des cultures, l'amélioration de la pêche de capture et de l'aquaculture, l'amélioration de la gestion de la pêche côtière et intérieure, l'amélioration de la localisation des fermes et des prévisions météorologiques, la diversification des moyens de subsistance et l'amélioration de l'aquaculture. Les pratiques durables qui seront financées dans un avenir proche comprennent les déshydrateurs solaires (séchoirs solaires pour les cultures) et les réfrigérateurs solaires pour la conservation des produits. En raison de la grande complexité de la compréhension du retour sur investissement, des exigences techniques et de la durabilité des technologies, l'accès aux outils d'évaluation permettra aux responsables de crédit et, en fin de compte, aux clients de mieux comprendre les avantages des produits.

Enda Tamweel étant une institution expérimentée avec une triple ligne de fond, il est essentiel pour sa stratégie de faire connaître les objectifs environnementaux qu'elle poursuit. Le personnel a besoin de motivation, de savoir-faire des clients, de départements dédiés, d'une coordination approfondie dans le développement des produits, de matériel de communication et d'une formation en marketing et développement commercial pour refléter les besoins des clients en produits financiers qui protègent l'environnement. Des partenariats avec des fournisseurs d'assistance technique, des investisseurs d'impact et des fournisseurs locaux aideront Enda Tamweel à développer un écosystème dynamique destiné à la promotion de la finance verte inclusive en Tunisie.

Fondation Makhzoumi (Liban)

La Fondation libanaise Makhzoumi, opérationnelle depuis 1997, avec quatre succursales à travers le pays et plus de 100 employés, plus de 5 000 clients (52 % de femmes), et un portefeuille de prêts d'environ 2,5 millions USD, a fourni plus de trois millions de services à plus de 650 000 bénéficiaires. La fondation a fourni des services de santé des certificats de formation, de l'aide humanitaire et des services de microfinance tels que des microcrédits. La Fondation Makhzoumi se concentre sur le développement des compétences, sur la préparation et l'amélioration de l'environnement en tant qu'atout précieux pour le Liban sur la voie du développement durable, et sur l'amélioration du statut socio-



Figure 18: Beekeeping training

(Photo: Makhzoumi Foundation)

économique des entrepreneurs et des membres des communautés à revenus faibles à moyens, et propose divers services environnementaux dans ses domaines d'intervention. Engagée dans le développement de programmes écologiques, la Fondation est un membre accrédité de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULD), un membre du Réseau arabe pour l'environnement et le développement (RAED), un partenaire stratégique du Bureau d'information méditerranéen pour l'environnement, la culture et le développement durable (MIO-ECSDE), un membre du conseil et du bureau du Global Contact Network Lebanon (GCNL), et la première ONG au Liban à recevoir un certificat de vérification des gaz à effet de serre de la part de la société V4 et du ministère de l'Environnement du Liban.

Les services non financiers que la Fondation Makhzoumi a offerts jusqu'à présent comprennent :

- la collecte de déchets non organiques
- formation sur la cuisson solaire
- pépinière agro-forestière au Akkar
- plantation d'arbres ornementaux et fruitiers
- collecte des déchets pour le recyclage à Beyrouth
- formation en apiculture pour les femmes et les jeunes
- activités de sensibilisation au reboisement
- démonstrations scientifiques sur les bâtiments écologiques
- production de sacs en textile pour réduire l'utilisation de sacs en plastique
- ateliers pour les enseignants sur l'éducation au développement durable (EDD)
- développement et distribution d'une boîte à outils éducative sur l'EDD à toutes les écoles du Liban
- production et diffusion d'un spot publicitaire sur la réduction des sacs plastiques à usage unique à la télévision et dans les réseaux sociaux
- création d'un documentaire contenant des recommandations et des conseils sur les changements simples à apporter au quotidien pour mener une vie plus durable

La priorité de la Fondation Makhzoumi est de servir sa communauté et de répondre à ses besoins de façon durable. L'institution classe les demandes de prêt en fonction du risque environnemental et forme le personnel aux pratiques permettant de réduire et d'éviter les impacts environnementaux négatifs. Compte tenu des besoins énergétiques locaux et de ses antécédents en matière d'offre de services financiers et non financiers et de soutien à ses clients dans le développement d'entreprises promouvant des pratiques écologiques, la Fondation prévoit d'accorder des prêts pour des appareils/mesures d'ER et d'EE afin de répondre à la demande locale en électricité. Cependant, la complexité technique reste un défi, et une formation sur les évaluations techniques aiderait la Fondation Makhzoumi à fournir des produits financiers verts. Outre le projet d'offrir des technologies énergétiques, la Fondation Makhzoumi envisage également d'octroyer des financements pour la gestion des déchets et de l'eau. Grâce à des ateliers de formation, des cours et des initiatives, la mise en œuvre des campagnes de sensibilisation a démontré la demande de produits financiers pour l'approvisionnement en eau et la gestion rentable et durable des déchets. Le financement efficace de ces services nécessitera les partenariats avec d'autres parties prenantes (fournisseurs d'assistance technique et investisseurs) et l'accès aux outils de gestion des données.

CONCLUSIONS

Ce rapport jette les bases du développement futur du secteur de la finance durable dans la région. Ce chapitre présente les principaux résultats, les actions de soutien clés identifiées et les idées pour les perspectives de recherche.

PRINCIPAUX RÉSULTATS

Une approche de finance inclusive verte peut améliorer la durabilité des institutions et la résilience des clients dans des conditions défavorables

La région MENA est confrontée à des crises climatiques et sociopolitiques qui affectent les besoins et les demandes de la vaste majorité de la population. L'accès limité à l'énergie et à l'eau sont les risques les plus couramment identifiés (tant pour les institutions que pour les clients).

Pour plusieurs institutions, le développement d'une stratégie environnementale et de produits verts adaptés est devenu vital pour soutenir les activités et la capacité de paiement des emprunteurs.

Les technologies ER et les produits d'agriculture durable sont les produits les plus couramment proposés par les institutions interrogées. Cependant, leur portée varie fortement d'une institution à l'autre, ce qui signifie que le secteur manque encore de normes standards pour développer ces activités.

Le recours aux sources d'énergie renouvelables a également aidé les institutions à fournir leurs services pour faire face aux blocages de carburant, aux coupures d'électricité et à la hausse des prix du carburant.

Besoin de soutien et d'outils, notamment pour l'évaluation et la gestion des risques et l'évaluation de la demande

Une gestion rigoureuse des risques environnementaux (identification des risques par activité financée et des alternatives ou mesures d'atténuation des risques) est essentielle pour développer le secteur de la finance verte inclusive de manière cohérente, en abordant les vulnérabilités climatiques et, en même temps, en réduisant les impacts environnementaux négatifs des emprunteurs et de l'institution.

De nombreuses institutions sont en train de développer ou de mettre sur pied des produits et des stratégies. Ces institutions ont besoin de soutien pour la mise en place et le suivi de leurs objectifs de durabilité tout en sensibilisant leurs clients et leur personnel. Les activités et les connaissances en matière de gestion des risques sont actuellement très limitées, bien qu'il existe un intérêt significatif pour la formation du personnel aux risques environnementaux. Une gestion efficace des données grâce à des outils numériques pourrait aider les institutions à cet égard.

Besoin de formation pour le personnel des IMF et les clients

Les IMF de la région MENA ne bénéficient pas d'un soutien gouvernemental suffisant. Les parties prenantes telles que les réseaux de microfinance, les consultants locaux, régionaux et internationaux, les investisseurs et les programmes de développement devraient développer et proposer des formations spécialisées pour le personnel et les clients des IMF afin de les sensibiliser aux questions environnementales et à leur impact.

Les réseaux de microfinance de la région jouent un rôle essentiel dans le développement de la finance durable

Les réseaux de microfinance sont désireux d'identifier les possibilités de favoriser davantage la finance verte inclusive dans la région MENA. Dans ce secteur actuellement fragmenté, dans lequel les institutions ont des expériences très diverses, l'échange entre pairs peut être un outil puissant pour partager le savoir-faire et les leçons apprises. Soutenus par des consultants locaux, les réseaux peuvent devenir de précieux multiplicateurs pour le transfert de connaissances et la sensibilisation des IMF.

ACTIONS CLÉS DE SOUTIEN

Le secteur a un grand potentiel, compte tenu de l'évolution du secteur de la finance inclusive verte, de la diversité des contextes et des besoins des pays de la région MENA, et des acteurs actifs dans la région. Les actions recommandées dans cette section seront essentielles et décisives pour exploiter les synergies et rassembler les acteurs afin d'intensifier les programmes ou d'initier des partenariats.

Créer un environnement propice à l'application du soutien aux IMF

Soutenir les réseaux de microfinance régionaux et locaux en tant que multiplicateurs Les réseaux de microfinance de la région offrent divers services à leurs membres pour renforcer leur développement commercial, en accord avec leur mission et leur vision sociales. Les réseaux souhaitent soutenir leurs membres dans le développement de la finance verte inclusive par le biais des formations, de l'offre de matériel, de l'échange entre pairs ou d'espaces de discussion. En outre, leur capacité à organiser des événements, à coordonner la logistique avec des tiers et à entretenir des relations étroites avec les organismes de régulation, les consultants et les investisseurs internationaux peut être un atout pour la promotion de la finance verte inclusive.

Donner aux réseaux les moyens de collecte systématique des données Les réseaux de microfinance sont bien placés pour collecter systématiquement des données auprès de leurs membres, les analyser et fournir aux parties prenantes locales une vue d'ensemble de leur situation en termes de développement du secteur de la finance verte inclusive et des pratiques associées, des opportunités, des défis, des menaces, des besoins des institutions de microfinance et de la conformité aux réglementations locales. Des rapports réguliers sur les méthodes et les leçons apprises peuvent également informer les autorités nationales de surveillance financière sur le développement du secteur et les besoins politiques spécifiques pour aider les institutions. Pour cela, une enquête complète peut être menée pour chaque réseau de microfinance, permettant une solution numérique pour la collecte des données et l'accès aux bases de données pour l'analyse des données et le reporting.

Exécution de la stratégie environnementale

Développement de matériel de formation Les IMF sont désireuses d'apprendre, de développer leurs capacités, de mettre en œuvre des outils et de renforcer leurs compétences en interne destinées à la finance verte inclusive ou étendre leur portefeuille existant. Grâce à l'élaboration de supports de formation basés sur les études de cas, l'élaboration d'une stratégie environnementale, la gestion des risques environnementaux, les technologies, les outils d'évaluation de la performance environnementale et le développement de produits, y compris les analyses de rentabilité les institutions peuvent accéder à des connaissances et expériences précieuses qui peuvent les guider dans la mise en œuvre de leurs activités sur les différents axes d'action de la finance verte inclusive. De plus, grâce à des multiplicateurs, qu'il s'agisse de réseaux de microfinance, d'agences de conseil régionales, de l'assistance technique de fonds d'investissement d'impact ou de la coopération internationale au développement, les supports de formation peuvent être offerts via des ateliers dédiés, assurant ainsi un transfert de connaissances réussi.

Fourniture d'un soutien spécifique sur mesure Les diverses expériences des IMF dans la région et les différents niveaux de connaissances sur la finance inclusive verte se traduisent par une gamme variée de besoins dont chaque institution a besoin pour relever ses défis spécifiques. Alors que la plupart des institutions déplorent manquer de soutien du gouvernement et des organismes de régulation dans leur pays, elles indiquent également que les consultants et les investisseurs d'impact sont mieux placés pour les aider à développer leur stratégie environnementale en fonction du développement de leur activité, du contexte local et des risques et défis du moment.

Favoriser le développement de produits

Diffuser des outils pour faciliter le développement de produits financiers Les IMF de la région MENA souhaitent développer des produits financiers verts rentables et performants pour leurs clients. Des outils permettant de mener des études de marché, d'identifier les risques environnementaux et les impacts négatifs, et de suivre leurs services financiers et non financiers verts aideront les institutions dans le développement de leur portefeuille. À long terme, l'intégration des solutions numériques peut permettre aux IMF d'utiliser les informations du marché pour analyser les tendances et la réponse des clients à l'offre, évaluer la réduction de la vulnérabilité et le renforcement de la résilience climatique obtenus grâce à l'offre des IMF et, finalement, mesurer leur impact.

Améliorer l'accès au financement pour un développement durable des produits financiers et des services non financiers Dans la région, l'accès au financement est un défi majeur qui empêche le développement du secteur de la finance verte inclusive. En particulier au Liban, dans les Territoires palestiniens, en Syrie et au Yémen où le gouvernement et le secteur financier font face à diverses crises, l'accès limité au financement empêche les institutions de continuer à fournir leurs services, d'accroître leur offre et d'élargir leur portefeuille de technologies ou de pratiques financières durables.

PERSPECTIVES

La mise en œuvre de cette évaluation a permis d'identifier quatre domaines de recherche complémentaire. Une analyse approfondie des questions suivantes permettra d'informer les acteurs de la microfinance opérant dans la région MENA, de faciliter l'identification de voies pour soutenir davantage les PSF locaux, et finalement d'aider les clients des IMF à améliorer leur résilience climatique.

Microfinance islamique et finance durable Recherche approfondie sur les synergies entre la finance verte inclusive et la microfinance islamique : La microfinance islamique présente des spécificités différentes de la microfinance conventionnelle et qui doivent être conformes à la charia. Compte tenu des restrictions et des conditions relatives au taux d'intérêt (notamment le Qard Hasan, prêts avec frais de service, prêts sans frais de service, et prêts à court terme nécessitant une garantie sous forme d'or ou d'autres actifs), aux partenariats (par exemple Musharakah, Mudarabah, etc.), et aux contrats d'échange (par exemple Bai Muajjal, Ijarah, Salam, et Istisna), le financement des technologies nécessite une approche différente dans ce contexte.

Performance financière des produits financiers durables dans la région MENA La rentabilité et l'analyse financière des produits financiers verts disponibles dans la région MENA pourraient mettre en évidence les investissements entrepris par les IMF et les domaines où des synergies entre les acteurs de la microfinance et les fournisseurs locaux devraient être développées. L'intégration d'une stratégie environnementale institutionnelle sera renforcée afin que les institutions reconnaissent le potentiel de créer des entreprises durables en augmentant leur portefeuille vert et en intégrant le financement du risque climatique dans leurs opérations. En outre, il est nécessaire d'examiner la profondeur du marché vert et les initiatives intersectorielles potentielles avec les secteurs de l'énergie, de l'eau, de l'agriculture, de la nature et de la conservation, entre autres, pour exploiter les synergies.

Analyse des scénarios d'adaptation au changement climatique, mesures et technologies modernes pour les populations vulnérables La connaissance par les PSF des scénarios potentiels de changement climatique, des mesures d'adaptation et de l'amélioration de la gestion de l'énergie, de l'eau et des déchets est essentielle pour sensibiliser les institutions aux possibilités d'identifier, de promouvoir et de financer les produits verts. Identifier le niveau de risque et ce à quoi les populations doivent se préparer est fondamental pour la planification. Les défis liés à l'eau auxquels la région MENA est confronté rendent les clients de la microfinance très vulnérables aux effets du changement climatique. Les sécheresses et les vagues de chaleur

menacent l'activité agricole et économique des populations vulnérables, et l'élévation du niveau de la mer met en danger les zones côtières, forçant les populations à migrer. Une approche transnationale visant à soutenir les institutions financières en première ligne pour protéger les plus vulnérables en exploitant les technologies modernes et les connaissances locales pour une meilleure gestion de l'eau et la restauration des sols permettra de renforcer la résilience climatique.

Coopération avec les banques centrales pour promouvoir la finance durable Les conseils aux gouvernements locaux sur la manière d'aider les IMF local à favoriser la finance durable par le biais d'une approche de finance inclusive verte profitera à tous les acteurs de la microfinance et aux autres acteurs connexes. La pression croissante visant à décarboniser le secteur de l'énergie et à passer à des sources d'énergie renouvelables peut remodeler l'ordre régional. Au fur et à mesure que les stratégies sont conçues, réunir les régulateurs pour développer des politiques vertes et guider les PSF et les investisseurs peut permettre une voie rapide pour le partage des expériences et les moyens d'avancer. Il est donc essentiel de déterminer les moyens d'intégrer les éléments de protection du climat et de l'environnement dans la supervision des PSF et de définir le type d'orientation que les superviseurs pourraient fournir.

INSTITUTIONS PARTICIPANTES

Egypte Basata, CEOSS (Coptic Evangelical Organization for Social Services), Sandah Egypt, Tamweely Microfinance, TADE (Together Association)

Jordanie Ahli Microfinance, FINCA Jordan, Jordan Microfinance Company Tamweelcom, Microfund for Women, National Microfinance Bank, Vitas Jordan

Liban AEP, Al Majmoua, Ibda'a Microfinance-Lebanon, Lebanese Development Cooperative, Lebanese Micro Finance Association, Makhzoumi Foundation, Vitas SAL

Maroc Al Amana, Attadamoune Microfinance, Attawfiq Microfinance, Fondation Arrawaj, INMAA (Institution marocaine d'appui à la micro-entreprise)

Territoires palestiniens ACAD Finance, ASALA, Palestine for Credit & Development FATEN, PBC Finance, Reef Finance, UNRWA (United Nations Relief and Works Agency) for Palestine Refugees, Vitas Palestine

Syrie The First Microfinance Bank (AgaKhan Development Network)

Tunisie ADVANS FMI, CFE Tunisie Enda Tamweel

Y émen Al-Amal Microfinance Bank, Al Kuraimi Islamic Microfinance Bank, Al-Itihad Microfinance Program, Azal Microfinance, Hadhramout Microfinance Program, National Microfinance Foundation, Social Fund for Development, Tadamon Microfinance.





ANNEXE

Système de notation -- Cadre de pénétration de la microfinance verte

Environnement propice

Environnement propice			
Indicateurs	Question	Poids (%)	Score
Défis	Obstacles au développement du marché	33,33	-20 pour chaque obstacle mentionné
Règlementations	Existence d'une réglementation nationale pour le développement des produits verts	16,67	100 points (oui) 0 (non)
	Existence de mesures incitatives pour le développement de produits verts	16,67	100 points (oui) 0 (non)
Partenariats	Partenariats avec d'autres parties prenantes	16,67	100 points (oui) 0 (non)
	Soutien des partenaires extérieurs pour les activités de gestion des risques	16,67	100 points (oui) 0 (non)

Exécution

Exécution - Stratégie environnementale et gestion des risques			
Indicateurs	Question	Poids (%)	Score
Affaires et aspirations	Incitations dans les conditions de prêts verts	8,33	100 points (oui), 0 sinon
	Concepts de protection de l'environnement et de résilience climatique dans le plan stratégique	8,33	100 points (oui), 50 (planification), 0 (non)
	Une personne ou un comité en charge	8,33	100 points (oui), 50 (planification), 0 (non)
Rapport	Rapport interne (conseil d'administration) sur la performance environnementale	8,33	100 points (oui), 50 (planification), 0 (non)
	Rapports publics sur la performance environnementale	8,33	100 points (oui), 50 (planification), 0 (non)
	Outils utilisés pour l'évaluation de la performance environnementale	8,33	100 points (connait et a utilisé au moins un outil), 50 (connait au moins un outil), 0 si non
Risque (institution)	Activités liées à la gestion des risques au niveau de l'institution	25	100 points (deux activités ou plus), 50 (une activité), 0 si non
Risque (clients)	Activités liées à la gestion des risques au niveau des clients	25	100 points (deux activités ou plus), 50 (une activité), 0 si non

Offre

Offre			
Indicateurs	Question	Poids (%)	Score
Produits pour les ménages et les entreprises	Financement dédié aux produits financiers verts pour les ménages/entreprises	33	100 points (plus de 2 technologies), 50 (2 technologies), 25 (1 technologie), 0 si non
Produits pour l'agriculture durable	Financement dédié aux produits financiers verts pour l'agriculture durable	33	100 points (plus de 2 pratiques/technologies), 50 (2 pratiques/technologies), 25 (1 pratique/technologie), 0 si non
Sensibilisation	Nombre de clients bénéficiant des produits financiers verts	12,5	100 points (plus de 5 000 clients), 75 (plus de 2 000), 25 (plus de 500), sinon 0
	Part des clients bénéficiant des produits financiers verts	12,5	100 points (plus de 5%), 75 (plus de 2%), 25 (plus de 1%), sinon 0
	Part des clients recevant des produits non financiers	6	100 points (plus de 2.000 clients), 75 (plus de 500), 25 (plus de 100), 0 autrement
	Part des clients ruraux	3	100 points (plus de 66% de clients ruraux), 50 (plus de 33%), sinon 0

Analyse du pays

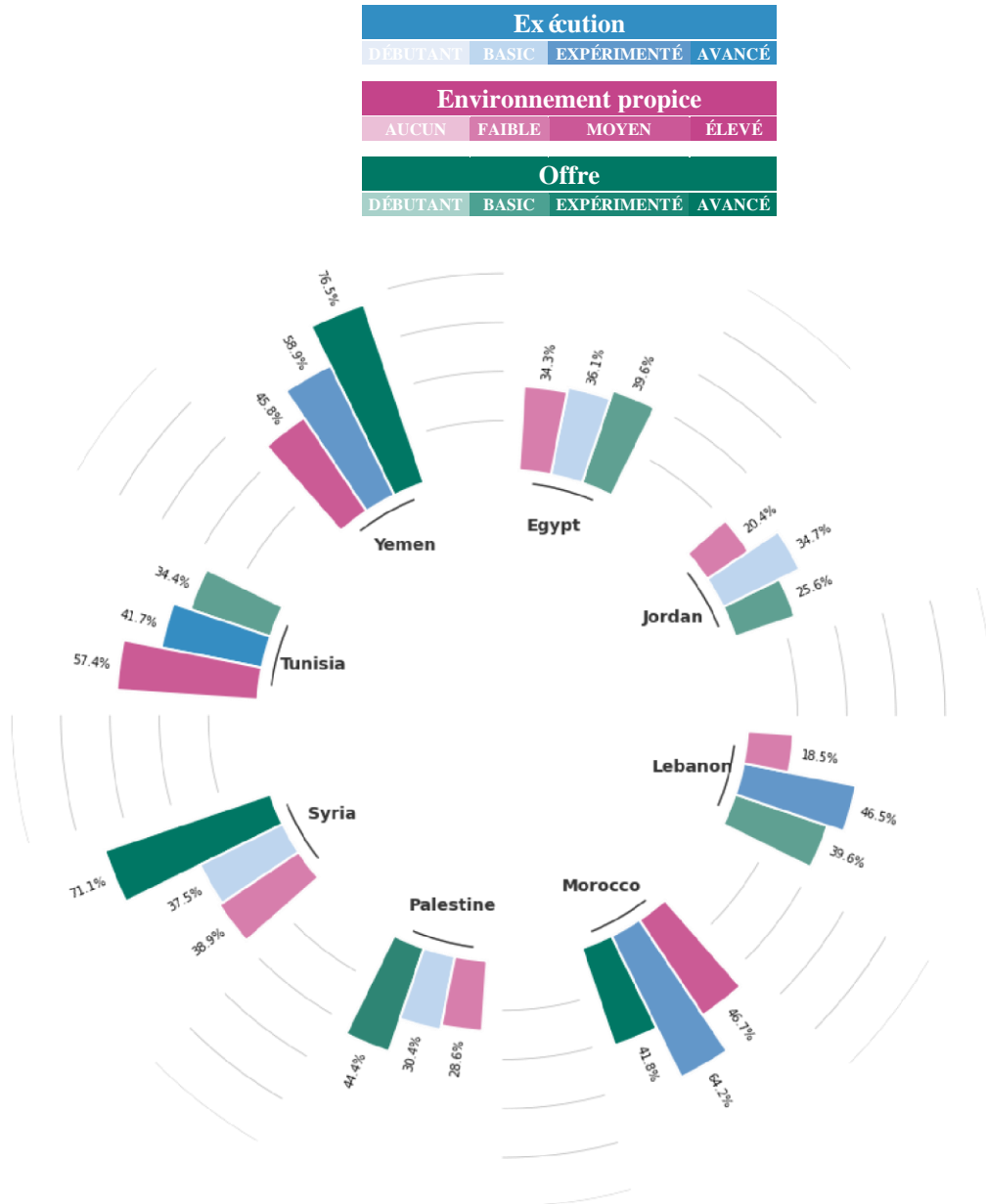


Figure 19 : Score moyen par pays

Égypte

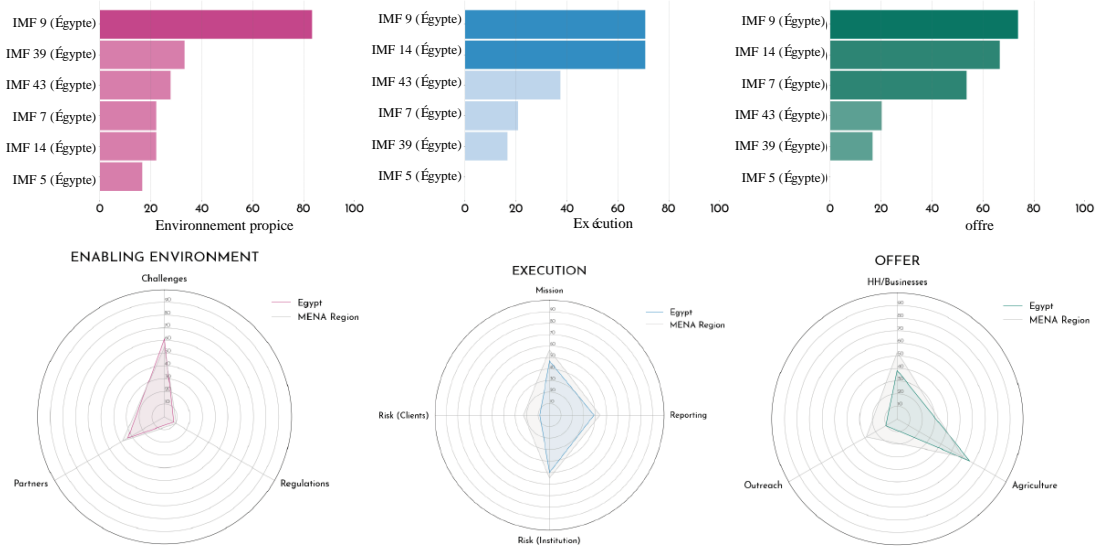


Figure 20 : Score par institution et par indicateur (Égypte)

Jordanie

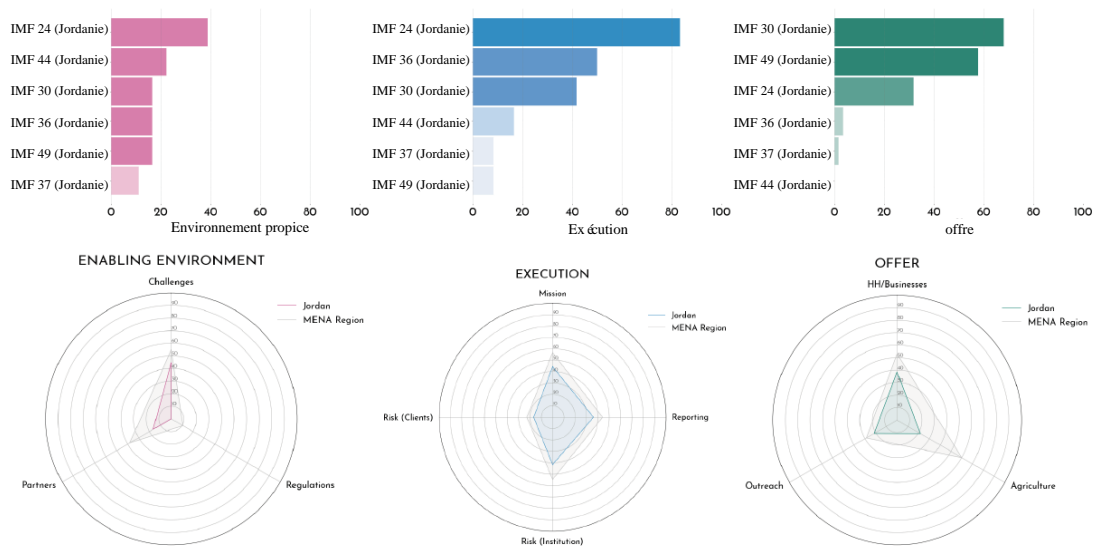


Figure 21 : Score par institution et par indicateur (Jordanie)

Liban

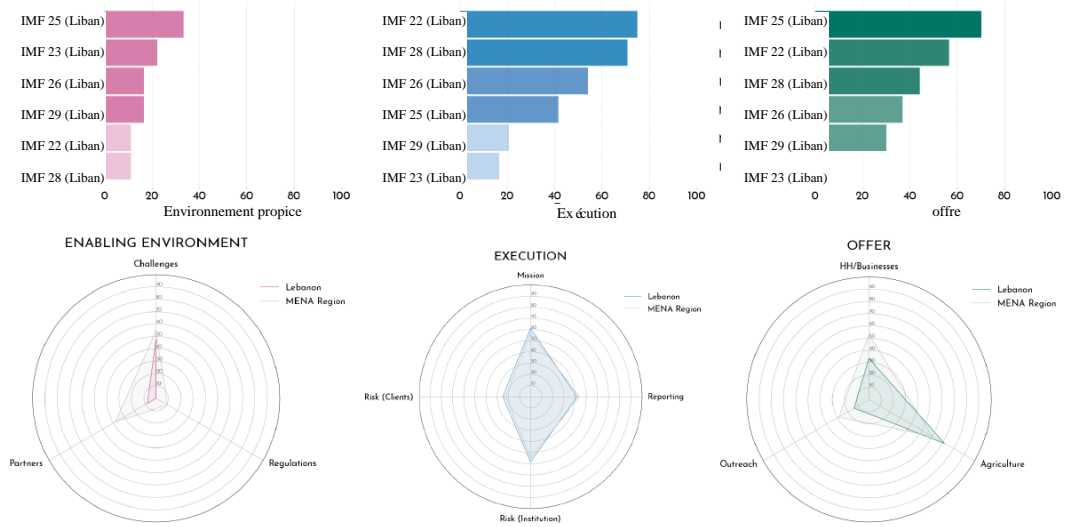


Figure 22 : Score par institution et par indicateur (Liban)

Maroc

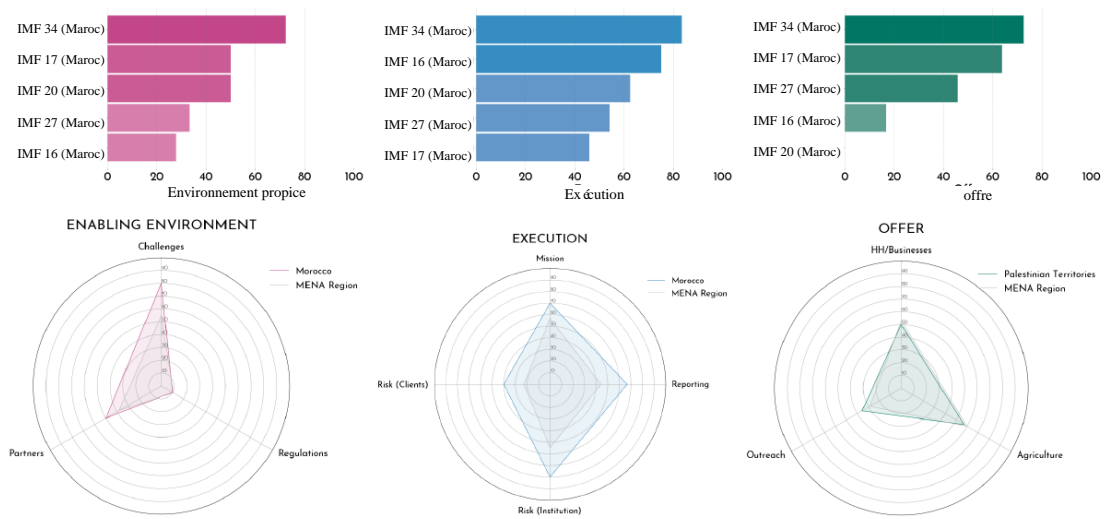


Figure 23 : Score par institution et par indicateur (Maroc)

Territoires palestiniens

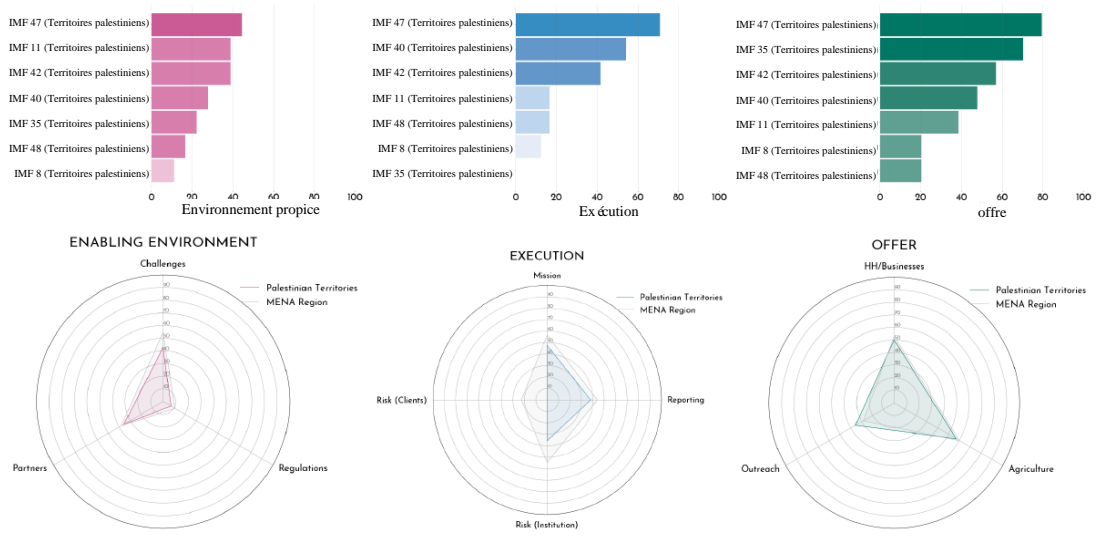


Figure 24 : Score par institution et par indicateur (Territoires palestiniens)

Syrie

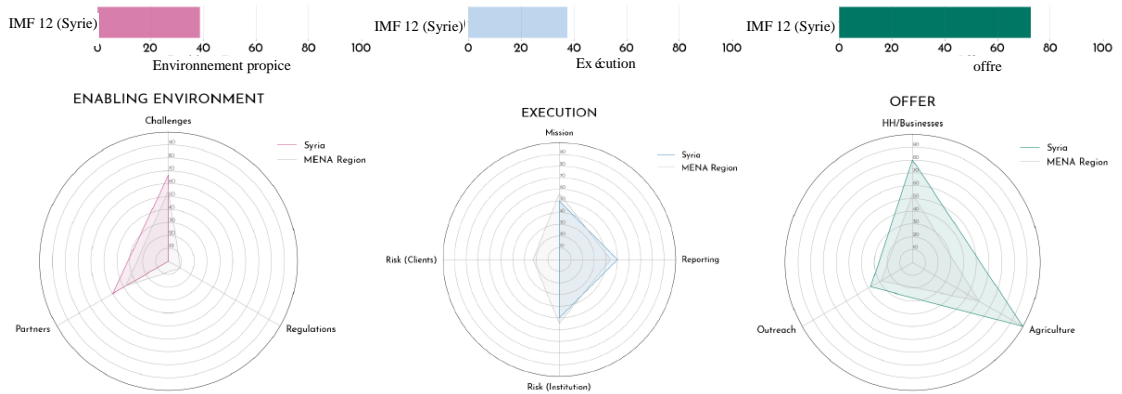


Figure 25 : Score par institution et par indicateur (Syrie)

Tunisie

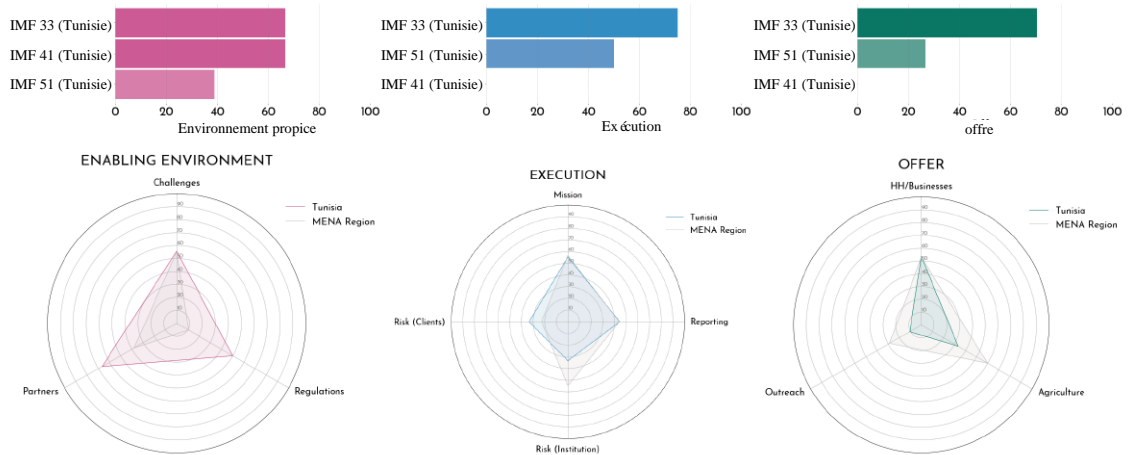


Figure 26 : Score par institution et par indicateur (Tunisie)

Y émen

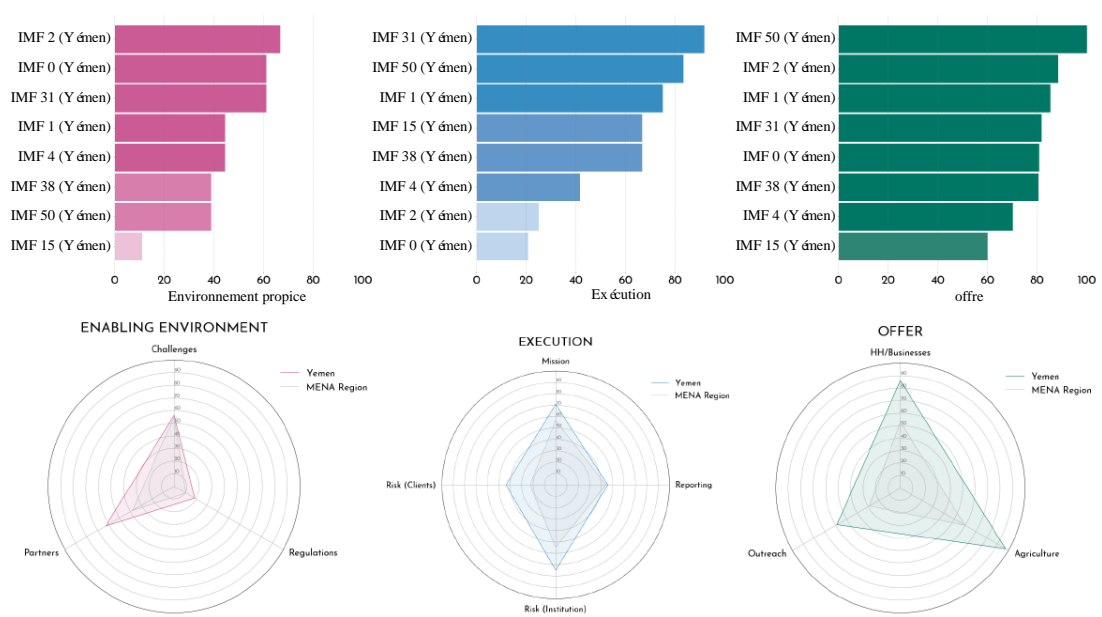


Figure 27 : Score par institution et par indicateur (Y émen)

Enquête

Préliminaires

E-mail

Nom de l'institution

Pays

Type : choix unique

Algérie

Égypte

Irak

Jordanie

Liban

Maroc

Territoires palestiniens

Syrie

Tunisie

Yémen

Autres

Nombre d'agences

Type : nombre entier

Nombre d'employés

Type : choix unique

Moins de 10 employés

Entre 11 et 50 employés

Entre 51 et 100 employés

Entre 101 et 300 employés

Plus de 300 employés

Statut juridique

Type : choix unique

Banque

Institution financière non bancaire (IFNB)

ONG

Coopérative

Entité publique

Autre, veuillez préciser

Veillez préciser :

Offre financière aux clients

Produits financiers verts pour les ménages ou les entreprises

Votre institution offre-t-elle des financements dédiés aux ménages et aux entreprises pour l'un des produits verts suivants ? Veuillez sélectionner tous ceux qui s'appliquent

Type : choix multiple

Technologies d'énergie renouvelable

Mesures d'efficacité énergétique

Poêles à biomasse efficaces et propres

Solutions pour une eau potable propre

Installations sanitaires

Gestion des déchets

Transports plus propres

Autres

Aucune des actions ci-dessus

Veuillez préciser quels autres produits verts sont proposés

Quelles technologies d'énergies renouvelables financez-vous (facultatif) ?

Type : choix multiple

Systèmes solaires domestiques

Chauffe-eau solaires

Pompes à eau solaires

Lampes solaires

Mini-réseaux solaires

Autres

Veuillez préciser

Quelles mesures d'EE financez-vous (facultatif) ?

Type : choix multiple

Amélioration de l'isolation

Changement de lampes LED

Remplacement de machines

Technologies industrielles économes en énergie

Appareils ménagers économes en énergie

Systèmes de refroidissement efficaces

Autres

Veuillez préciser

Quel type de cuisinières financez-vous (facultatif) ?

Type : choix multiple

Fours améliorés

Biodigesteurs

Autres

Veuillez préciser

Quelles solutions WASH financez-vous (facultatif) ?

Type : choix multiple

- Raccordements de conduites d'eau
- Distribution d'eau portable
- Systèmes de désalinisation de l'eau
- Autres

Veillez préciser

Quel type d'installations sanitaires financez-vous (facultatif) ?

Type : choix multiple

- Toilettes
- Installations sanitaires portables
- Construction de systèmes d'égouts
- Autres

Veillez préciser

Quelles solutions de gestion des déchets financez-vous (facultatif) ?

Type : choix multiple

- Recyclage
- Upcycling
- Remise à neuf de machines ou de matériaux
- Autres

Veillez préciser

Quels moyens de transport à faible émission de carbone financez-vous (facultatif) ?

Type : choix multiple

- Véhicules hybrides
- Motos électriques
- Véhicules électriques
- Solutions de transport efficaces
- Autres

Veillez préciser

Envisagez-vous de proposer à l'avenir l'un des produits financiers verts suivants ?

Type : choix multiple

- Technologies d'énergie renouvelable
- Mesures d'efficacité énergétique
- Projets à biomasse efficaces et propres
- Solutions pour une eau potable propre
- Installations sanitaires
- Gestion des déchets
- Transports plus propres
- Autres
- Aucune des actions ci-dessus

Veillez préciser

Pourquoi votre institution ne propose-t-elle pas l'un de ces produits ?

Type : choix multiple

Nous offrons un financement pour ces produits, mais avec des prêts non dédiés

Nous ne sommes pas intéressés

Nous ne maîtrisons pas ces produits financiers

Pas rentable

Faible demande

Nous avons proposé certains de ces produits par le passé mais nous ne le faisons plus

Manque de fournisseurs/technologie

Autres

Veillez préciser

À votre avis, quels sont les principaux obstacles à l'offre de ces produits ?

Type : choix multiple

Pas rentable

Absence de la demande

Grande complexité

Personnel non motivé

Offre technologique limitée

Absence de collaboration avec les autres parties prenantes

Nous avons besoin de plus de soutien de part de nos investisseurs

Nous avons besoin de plus de soutien de la part du gouvernement

Autres

Veillez préciser tout autre obstacle

Produits financiers verts pour l'agriculture

Proposez-vous des financements pour une agriculture plus durable, tels que :

Type : choix multiple

Assurance indicielle

Urgence / chocs - prêts pour la reprise après des événements défavorables

Production végétale - diversification des cultures, rotation des cultures, gestion des nutriments des cultures

Gestion de l'énergie - déshydrateurs solaires / séchoirs solaires, réfrigérateurs solaires pour le stockage de la production

Foresterie et agroforesterie - adoption de pratiques agroforestières, reboisement, afforestation

Amélioration de la pêche de capture et de l'aquaculture - renforcement de la gestion de la pêche côtière et intérieure, amélioration de la localisation des exploitations et des prévisions météorologiques, diversification des moyens de subsistance, amélioration de l'aquaculture

Gestion du bétail - gestion améliorée des pâturages, gestion appropriée du fumier, assurance du bétail, utilisation d'espèces agroforestières, compléments alimentaires nutritifs, utilisation d'additifs alimentaires qui modifient la production de méthane, élevage d'animaux

Gestion des sols - agriculture biologique, arbres dans les champs de culture, gestion améliorée des pâturages

Gestion des déchets - compostage, fabrication de papier, fabrication de verre, production d'éthanol, production d'additifs pour ciment, production de biogaz, élimination des métaux lourds, production de silice, production de savon

Gestion de l'eau - collecte de l'eau, systèmes d'irrigation, pompes à eau solaires, amélioration du captage et de la rétention des précipitations

Autres

Aucune des actions ci-dessus

Veillez préciser

Parmi les produits financiers suivants, lesquels votre institution envisage-t-elle de proposer à l'avenir ?

Type : choix multiple

- Assurance indicielle
- Urgence / chocs - prêts pour la reprise après des événements défavorables
- Production végétale - diversification des cultures, rotation des cultures, gestion des nutriments des cultures
- Gestion de l'énergie - déshydrateurs solaires / séchoirs solaires, réfrigérateurs solaires pour le stockage de la production
- Foresterie et agroforesterie - adoption de pratiques agroforestières, reboisement, afforestation
- Amélioration de la pêche de capture et de l'aquaculture - renforcement de la gestion de la pêche côtière et intérieure, amélioration de la localisation des exploitations et des prévisions météorologiques, diversification des moyens de subsistance, amélioration de l'aquaculture
- Gestion du bétail - gestion améliorée des pâturages, gestion appropriée du fumier, assurance du bétail, utilisation d'espèces agroforestières, compléments alimentaires nutritifs, utilisation d'additifs alimentaires qui modifient la production de méthane, élevage d'animaux
- Gestion des sols - agriculture biologique, arbres dans les champs de culture, gestion améliorée des pâturages
- Gestion des déchets - compostage, fabrication de papier, fabrication de verre, production d'éthanol, production d'additifs pour ciment, production de biogaz, élimination des métaux lourds, production de silice, production de savon
- Gestion de l'eau - collecte de l'eau, systèmes d'irrigation, pompes à eau solaires, amélioration du captage et de la rétention des précipitations
- Autres
- Aucune des actions ci-dessus

Veillez préciser

Pourquoi votre institution ne propose-t-elle pas l'un de ces produits ?

Type : choix multiple

- Nous offrons un financement pour ces produits, mais avec des prêts non dédiés
- Nous ne sommes pas intéressés
- Nous ne maîtrisons pas ces produits financiers
- Pas rentable
- Faible demande
- Nous avons proposé certains de ces produits par le passé mais nous ne le faisons plus
- Manque de fournisseurs/technologie
- Autres

Veillez préciser

À votre avis, quels sont les principaux obstacles à l'offre de ces produits ?

Type : choix multiple

Pas rentable

Absence de la demande

Grande complexité

Personnel non motivé

Offre limitée de technologies/solutions/pratiques

Manque d'outils pour la gestion des données

Absence de collaboration avec les autres parties prenantes

Nous avons besoin de plus de soutien de part de nos investisseurs

Nous avons besoin de plus de soutien de la part du gouvernement

Autres

Veillez préciser tout autre obstacle

Portefeuille de produits verts

Nombre estimé de clients bénéficiant de produits financiers verts (fin 2021)

Type : entier

Volume estimé de prêts verts

Type : choix unique

Moins de 1 million USD

Entre 1 million et 2,5 millions USD

Entre 2,5 millions USD et 5 millions USD

Entre 5 millions USD et 10 millions USD

Entre 10 millions USD et 20 millions USD

Entre 20 millions USD et 50 millions USD

Entre 50 millions USD et 100 millions USD

Plus de 100 millions USD

Avez-vous établi un type d'incitation dans les conditions de crédit différent du reste des produits financiers ?

Type : choix unique

Oui

Non

Je ne sais pas

Pouvez-vous décrire les incitations offertes ?

Votre institution collabore-t-elle avec d'autres acteurs pour l'octroi de ces prêts ? (par exemple, avec des investisseurs, des réseaux, des fonds ou des fournisseurs d'assistance technique)

Type : choix unique

Oui

Non

Je ne sais pas

Quels sont les partenaires qui vous soutiennent pour le développement ou la mise en œuvre de prêts verts ?

Quelles sont les sources de financement de votre institution pour l'octroi des financements verts à vos clients ?

Type : choix multiple

Dépôts

Lignes de crédit des investisseurs

Programmes gouvernementaux

Subventions pour la finance basée sur les résultats

Finance carbone

Financement participatif

Coopération internationale au développement

Autres

Veuillez préciser toute autre source de financement :

Contexte et réglementation

Existe-t-il une réglementation spécifique dans votre pays qui oblige votre organisation à prendre des mesures en faveur de la protection de l'environnement ?

Type : choix unique

Oui

Non

Je ne sais pas

Pouvez-vous fournir des descriptions de ces réglementations ?

Y a-t-il une réglementation spécifique dans votre pays qui recommande / offre des avantages à votre organisation si vous prenez des mesures pour la protection de l'environnement ?

Type : choix unique

Oui

Non

Je ne sais pas

Pouvez-vous fournir des descriptions de ces réglementations ?

Existe-t-il un programme de microfinance verte dans la région auquel vous souhaiteriez participer ?

Type : choix unique

Oui

Non

Je ne sais pas

Lequel ?

Stratégie

Le plan stratégique actuel de notre institution intègre des concepts de protection de l'environnement ou de résilience climatique

Type : choix unique

- Oui, nous l'avons
- Non, mais nous prévoyons de le faire
- Non, et nous n'en avons pas encore l'intention

Notre institution a une personne ou un comité chargé de gérer tous les sujets environnementaux

Type : choix unique

- Oui, nous l'avons
- Non, mais nous prévoyons de le faire
- Non, et nous n'en avons pas encore l'intention

Notre institution rend compte de ses performances environnementales au conseil d'administration et aux investisseurs au moins une fois tous les deux ans.

Type : choix unique

- Oui, nous l'avons
- Non, mais nous prévoyons de le faire
- Non, et nous n'en avons pas encore l'intention

Notre institution publie des rapports publics sur ses performances environnementales au moins une fois tous les deux ans.

Type : choix unique

- Oui, nous l'avons
- Non, mais nous prévoyons de le faire
- Non, et nous n'en avons pas encore l'intention

À votre avis, quels sont les défis auxquels le secteur de la microfinance de votre pays est confronté dans la mise en œuvre d'un programme vert ?

Type : choix multiple

- Manque de soutien gouvernemental
- Absence de réglementation appropriée pour réguler la finance verte
- Manque de financement pour le lancement de nouveaux produits
- Processus complexes pour l'utilisation des fonds
- Faibles réseaux locaux et manque de partenariat
- Faible demande pour le secteur de la microfinance
- Forte concurrence des banques commerciales
- Forte concurrence des compagnies d'énergie

De quel soutien votre institution aurait-elle besoin pour définir votre stratégie environnementale ?

Selon vous, quels types d'acteurs pourraient vous aider à définir et à gérer votre stratégie environnementale ?

Type : choix multiple

Autorités locales

Agences gouvernementales

Régulateurs

Investisseurs

Consultants

Agences de notation

Réseaux

ONG

Gestion des risques environnementaux (niveau institutionnel)

Parmi les activités suivantes liées à la gestion des risques, quelles sont celles que votre institution met actuellement en œuvre ?

Type : choix multiple

Nous effectuons une analyse des risques environnementaux des demandes de prêt de nos clients

Nous classons les demandes de prêt en fonction de l'évaluation des risques environnementaux

Nous effectuons une analyse des risques environnementaux de notre institution

Nous réalisons des études de marché pour comprendre le niveau d'accès à l'énergie, à l'eau potable et à l'assainissement de nos clients, ainsi que la demande de produits verts

Nous surveillons notre impact négatif sur l'environnement (empreinte carbone, consommation d'électricité, consommation de carburant, déchets, etc.)

Nous formons notre personnel aux pratiques permettant de réduire ou d'éviter les impacts négatifs sur l'environnement (réduction des déchets, de la pollution, utilisation efficace de l'eau et de l'électricité, etc. l'eau et l'électricité, entre autres)

Aucune des actions ci-dessus

Quels sont les principaux risques liés au climat auxquels votre institution est actuellement confrontée ?

Type : choix multiple

Vagues de chaleur

Vagues de froid

Cyclones tropicaux / ouragans

Sécheresses

Pluies torrentielles

Tempêtes de grêle

Glissements de terrain

Coulées de boue

Orages

Brouillard enfumé lourd (smog jaune-noir)

Feux de forêt

Accès limité à l'eau

Accès limité à l'énergie

Aucun à notre connaissance

Quels sont les principaux risques liés au climat auxquels vos clients sont actuellement confrontés ?

Type : choix multiple

Vagues de chaleur

Vagues de froid

Cyclones tropicaux / ouragans

Sécheresses

Pluies torrentielles

Tempêtes de grêle

Glissements de terrain

Coulées de boue

Orages

Brouillard enfumé lourd (smog jaune-noir)

Feux de forêt

Accès limité à l'eau

Accès limité à l'énergie

Aucun à notre connaissance

Parmi les activités suivantes, quelles sont celles que votre institution prévoit de mettre en œuvre ?

Type : choix multiple

Nous effectuons une analyse des risques environnementaux des demandes de prêt de nos clients

Nous classons les demandes de prêt en fonction de l'évaluation des risques environnementaux

Nous effectuons une analyse des risques environnementaux de notre institution

Nous réalisons des études de marché pour comprendre le niveau d'accès à l'énergie, à l'eau potable et à l'assainissement de nos clients, ainsi que la demande de produits verts

Nous surveillons notre impact négatif sur l'environnement (empreinte carbone, consommation d'électricité, consommation de carburant, déchets, etc.)

Nous formons notre personnel aux pratiques permettant de réduire ou d'éviter les impacts négatifs sur l'environnement (réduction des déchets, de la pollution, utilisation efficace de l'eau et de l'électricité, etc. l'eau et l'électricité, entre autres)

Aucune des actions ci-dessus

Quelles sont les raisons pour lesquelles vous ne mettez pas en œuvre les actions liées à la gestion des risques ?

Type : choix unique

Nous ne maîtrisons pas ces concepts

Nous ne sommes pas intéressés

Manque d'incitations

Manque d'outils appropriés

Autres

Veillez préciser

À votre avis, quels sont les principaux défis pour la mise en œuvre des pratiques de gestion des risques au niveau de l'institution ?

Type : choix multiple

Manque de connaissances

Manque d'outils appropriés

Grande complexité du sujet

Personnel non motivé

Absence de collaboration avec les autres parties prenantes

Autres

Veillez préciser

Gestion des risques environnementaux (au niveau du client)

Parmi les activités suivantes liées à la gestion des risques au niveau des clients, lesquelles votre institution met-elle actuellement en œuvre ?

Type : choix multiple

Nous formons nos clients aux pratiques permettant de réduire ou d'éviter les impacts négatifs sur l'environnement

Nous aidons nos clients à développer des entreprises promouvant des pratiques ou des produits écologiques

Nous préparons nos clients à des événements climatiques extrêmes afin d'améliorer leur résilience au climat

Nous offrons des services permettant de répondre aux chocs environnementaux

Aucune des actions ci-dessus

Quels sont les principaux impacts environnementaux négatifs des activités de vos clients ?

Type : choix multiple

Émissions de CO2 provenant des machines, du transport, de la fabrication

Mauvaise gestion des terres

Mauvaise gestion des voies d'eau

Mauvaise gestion des déchets

Déforestation et perte de biodiversité

Monoculture, pesticides et dégradation des sols

Pollution de l'eau, de l'air et du sol par des matières premières ou des produits chimiques

Rapprovisionnement non durable en matières premières

Probabilité d'accidents et de déversements

Agriculture itinérante sur brûlis

Aucun à notre connaissance

Nombre estimé de clients bénéficiant de produits financiers verts (fin 2021)

Les produits non financiers verts comprennent des formations, des événements spéciaux, des webinaires, des foires, entre autres.

Type : nombre entier

Parmi les activités suivantes liées à la gestion des risques au niveau des clients, lesquelles votre institution prévoit-elle de mettre en œuvre ?

Type : choix multiple

Nous formons nos clients aux pratiques permettant de réduire ou d'éviter les impacts négatifs sur l'environnement

Nous aidons nos clients à développer des entreprises promouvant des pratiques ou des produits écologiques

Nous préparons nos clients à des événements climatiques extrêmes afin d'améliorer leur résilience au climat

Nous offrons des services permettant de répondre aux chocs environnementaux

Aucune des actions ci-dessus

Quelles sont les raisons pour lesquelles les actions liées à la gestion des risques ne sont pas mises en œuvre au niveau des clients ?

Type : choix unique

Nous ne maîtrisons pas ces concepts

Nous ne sommes pas intéressés

Manque d'incitations

Manque d'outils appropriés

Autres

À votre avis, quels sont les principaux défis pour la mise en œuvre des pratiques de gestion des risques au niveau des clients ?

Type : choix multiple

Manque de connaissances

Manque d'outils appropriés

Grande complexité du sujet

Personnel non motivé

Absence de collaboration avec les autres parties prenantes

Autres

Veillez préciser

Support technique

Un programme international ou national ou une partie prenante vous soutient-il dans vos actions liées à la gestion des risques ?

Type : choix unique

Oui

Non

Lequel/Lesquels ?

Outils d'évaluation

Parmi les outils d'évaluation suivants axés sur la performance environnementale des IMF, lesquels connaissez-vous ?

Type : choix multiple

Indice Vert

SPI4 (incluant la dimension environnementale)

Normes Universelles de Gestion de la Performance Sociale et environnementales Management (USSEPM) (USSPM incluant la dimension 7)

Alinus

Boîte à outils environnementale, sociale et de gouvernance (ESG) de la FMO

Agents for Impact - Outil AFISAR

Autres outils/outils utilisés par nos investisseurs

Aucune des actions ci-dessus

Parmi les outils d'évaluation suivants, lesquels avez-vous utilisés au cours des 4 dernières années ?

Type : choix multiple

Indice Vert

SPI4 (incluant la dimension environnementale)

USSEPM DIM 7

Alinus

Boîte à outils ESG de la FMO

AFISAR

Autres outils/outils utilisés par nos investisseurs

Aucune des actions ci-dessus

Parmi les outils d'évaluation suivants, lesquels envisagez-vous de mettre en œuvre à l'avenir ?

Type : choix multiple

Indice Vert

SPI4 (incluant la dimension environnementale)

USSEPM DIM 7

Alinus

Boîte à outils ESG de la FMO

AFISAR

Autres outils/outils utilisés par nos investisseurs

Aucune des actions ci-dessus

Utilisez-vous d'autres outils ou cadres pour la microfinance verte ? (par exemple, des outils fournis par vos investisseurs)

Avez-vous participé à une évaluation ESG au cours des 5 dernières années ?

Type : choix unique

Oui

Non

Quel type de notation ? Avec quelle société de notation ?

Informations sur le portefeuille

Nombre total de clients de l'institution (fin 2021)

Type : choix unique

- Moins de 5 000 clients
- Entre 5 000 et 20 000 clients
- Entre 20 000 et 50 000 clients
- Entre 50 000 et 100 000 clients
- Plus de 100 000 clients

Part des femmes emprunteuses

Type : choix unique

- Moins de 20 %
- Entre 21 % et 40 %
- Entre 41 % et 60 %
- Entre 61 % et 80 %
- Plus de 80 %

Part de la clientèle rurale (estimation) - Veuillez saisir un nombre entre 0 et 100

Type : décimal

Portefeuille brut de crédits (fin 2021)

Type : choix unique

- Moins de 2,5 millions USD
- Entre 2,5 millions USD et 5 millions USD
- Entre 5 millions USD et 10 millions USD
- Entre 10 millions USD et 50 millions USD
- Entre 50 millions USD et 100 millions USD
- Plus de 100 millions USD

Montant moyen des prêts (USD)

Type : décimal

Portefeuille de prêts - prêts individuels (fin 2021)

Type : choix unique

- Moins de 1 million USD
- Entre 1 million et 2,5 millions USD
- Entre 2,5 millions USD et 5 millions USD
- Entre 5 millions USD et 10 millions USD
- Entre 10 millions USD et 20 millions USD
- Entre 20 millions USD et 50 millions USD
- Entre 50 millions USD et 100 millions USD
- Plus de 100 millions USD

Portefeuille de crédits - crédits aux entreprises (fin 2021)

Type : choix unique

- Moins de 1 million USD
- Entre 1 million et 2,5 millions USD
- Entre 2,5 millions USD et 5 millions USD
- Entre 5 millions USD et 10 millions USD
- Entre 10 millions USD et 20 millions USD
- Entre 20 millions USD et 50 millions USD
- Entre 50 millions USD et 100 millions USD
- Plus de 100 millions USD

PAR30

Type : décimal

Vos agents de crédit utilisent-ils des outils numériques pour les demandes de prêt ?

Prévoyez-vous de changer votre MIS dans les deux prochaines années ?

Type : texte

Références

- [1] del Guayo, Iñigo et al. (Eds.) (2020) Justice et énergie. Law Oxford University Press. Édition en ligne, Oxford Academic, 18 juin 2020). Disponible [en ligne sur](#).
- [2] Bergedieck, L. et al. (2017) La finance verte - Une approche ascendante pour suivre les flux existants. Rapport de l'IFC en partenariat avec la Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) d'Allemagne.
- [3] Forcella, D. et Realpe Carrillo, N. Groupe d'action de la Plateforme européenne de microfinance pour une finance verte, inclusive et intelligente face au climat (2022). Green Index 3.0 Intégrer la finance verte et inclusive. e-MFP Publications 2022.
- [4] Miller, H. (2022) La finance verte inclusive : Un cadre pour comprendre comment les services financiers peuvent aider les personnes à faibles revenus à faire face aux risques liés au climat. Blog du Center for Financial Inclusion. Disponible [en ligne](#), 2022.
- [5] Banque mondiale. Au-delà des pénuries : La sécurité hydrique au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Rapport sur le développement de la région MENA. Disponible [en ligne](#), 2018.